# Gazzetta Ufficiale
## DEL REGNO D'ITALIA

**Anno 1910** — **ROMA** — Sabato, 11 giugno — **Numero 137**

**DIREZIONE**
*Via Larga nel Palazzo Balcani*

**Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi**

**AMMINISTRAZIONE**
*Via Larga nel Palazzo Balcani*

**Abbonamenti**

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. 32: semestre L. 17: trimestre L. 9
» a domicilio e nel Regno: » » 36: » » 19: » » 10
Per gli Stati dell'Unione postale: » » 80: » » 41: » » 22
Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali
Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

**Inserzioni**

Atti giudiziari . . . . . . . . . . . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea
Altri annunzi . . . . . . . . . . . . . . » 0.30 }
Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta.*
Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

*Un numero separato in Roma cent. 10 — nel Regno cent. 15 — arretrato in Roma cent. 20 — nel Regno cent. 30 — all'Estero cent. 35*
*Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo aumenta proporzionatamente.*

### SOMMARIO

**Parte ufficiale.**



# PARTE UFFICIALE

## LEGGI E DECRETI

*Il numero 235 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

**VITTORIO EMANUELE III**
**per grazia di Dio e per volontà della Nazione**
**RE D'ITALIA**

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;
Udito il Consiglio dei ministri;
Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato, per gli affari esteri e del Nostro ministro, segretario di Stato per le poste e i telegrafi;
Abbiamo decretato e decretiamo:

*Articolo unico.*

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione per lo scambio diretto dei pacchi postali senza valore dichiarato fra l'Italia e gli Stati Uniti del Messico firmata a Messico il 4 dicembre 1909, e le cui ratifiche furono colà scambiate il 29 marzo 1910.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 21 aprile 1910.

VITTORIO EMANUELE.

LUZZATTI — DI SAN GIULIANO — CIUFFELLI.

Visto, *Il guardasigilli:* FANI.

**CONVENTION**

relative à l'échange direct des colis postaux sans déclaration de valaur entre l'Italie et les Etats-Unis Mexicains.

(4 dicembre 1909).

Sa Majesté le Roi d'Italie et Son Excellence le Président de la

République Mexicaine désirant régler par une convention l'échange direct des colis postaux entre leurs pays respectifs, ont désigné à cet effet comme leurs plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Le comte Annibal Raybaudi Massiglia, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire au Mexique;

Son excellence le Président des Etats-Unis Mexicains:

Monsieur Ignacio Mariscal, ministre des affaires étrangères;

Lesquels après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1.

Il peut être expédié entre l'Italie et le Mexique, au moyen des respectives administrations postales, des colis sans valeur déclarée. Ces colis ne peuvent être ni grevés de remboursement, ni soumis à l'affranchissement préalable des frais de douane, ou à la livraison par exprès.

Art. 2.

Les colis ne peuvent dépasser le poids de 5 kilogrammes ni la dimension de 60 centimètres sur une face quelconque, à moins que la largeur et l'épaisseur additionnées ensemble n'excédent en total 40 centimètres: dans ce cas la largeur est admise jusq'à un mètre et 5 centimètres.

Art. 3.

Les colis sont admis pour toutes les localités. Mais la livraison des envois pour des destinations dépourvues de bureau de poste est opérée par le bureau le plus rapproché autorisé au service, qui avise les ayants droit de l'arrivée des colis.

L'office italien communique à celui du Mexique la liste des bureaux participant au service et les variations consécutives.

Art. 4.

La taxe dont chaque colis, expédié d'une part à l'autre, doit être obligatoirement affranchi au départ, se compose:

*a*) de 75 centimes pour droit territorial revenant à l'Italie;

*b*) de 1 franc 50 centimes pour frais de transport maritime;

*c*) de 75 centimes pour droit territorial revenant au Mexique.

Art. 5.

L'administration du pays de destination peut grever chaque colis d'un droit de 25 centimes, soit 10 centavos pour le factage et l'accomplissement des formalités en douane.

Art. 6.

L'expediteur, en payant, soit au moment du départ du colis, soit postérieurement, un droit supplémentaire n'excédant pas 25 centimes peut obtenir avis de la réception de cet objet par le destinataire.

Ce droit s'il est payé d'avance est représenté par un timbre de poste sur le bulletin d'expéditions auquel est attaché le modèle de tel avis.

Il reste acquis à l'office d'origine.

Art. 7.

Les colis ne peuvent être frappés d'aucun droit postal autre que ceux dont il est fait mention dans le présent arrangement.

Art. 8.

Les colis doivent être emballés, d'une manière qui réponde à la durée du transport et à la quantité, qualité et forme du contenu, et le préserve assez efficacement pour qu'il soit impossible d'y porter atteinte sans laisser une trace apparente de violation.

Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le récipient immédiat (flacon, pot, etc.) et celui externe (boite en métal ou en bois résistant), est ménagé, autant que possible, un espace qui doit être rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante.

Les colis sont garantis extérieurement par des cachets à la cire, ou plombs, avec empreintes ou marques spéciales de l'expéditeur.

Sont admis sans emballage: les objets qui peuvent être emboités ou réunis et maintenus par un lien solide, muni de plombs ou de cachets de manière à former un seul et même colis ne pouvant se désagréger; et les colis constituant une seule pièce; tels que pièces de bois, métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer.

Art. 9.

Les colis, outre l'adresse exacte du destinataire et la mention du contenu et du poids, doivent porter extérieurement une étiquette indiquant le bureau d'origine et le numéro d'enregistrement.

Les adresses au crayon ne sont pas admises.

Les colis sont accompagnés d'un bulletin d'expédition et d'une déclaration en douane conformes aux modèles annexés au règlement d'exécution de la convention de Rome pour les colis postaux.

Ces documents sont remplis en français ou en espagnol ou en italien, par les expéditeurs, qui demeurent exclusivement responsables de l'exactitude des déclarations. Le bulletin d'expédition doit être muni de l'empreinte du timbre à date du bureau d'origine et d'une étiquette correspondante à celle appliquée sur le colis et porter, si l'affranchissement est fait directement sur ce dernier, l'indication de la taxe perçue.

Art. 10.

L'office du pays d'origine des colis retient sur les taxes d'affranchissements perçues, les quotes-parts, qui lui reviennent d'après l'article 4 pour ses transports, en allouant à l'office correspondant le reste qui lui est dévolu, y compris le droit maritime relatif au transport, jusqu'au port du lieu, où siège le boureau d'échange de ce second office en cas d'utilisation des paquebots dépendant de celui-ci.

Art. 11.

La réexpédition d'un colis postal d'un pays à l'autre par suite du changement de résidence du destinataire, et le renvoi de colis refusés par la douane ou tombés au rebut pour une cause quelconque, y compris la translation du destinataire dans un pays, avec lequel il n'y a pas d'échange de colis, donnent lieu à la perception de nouvelles taxes, et au remboursement des frais acquittés, exception faite des droits de douane d'entrée, qui doivent être annulés.

A cet effet, l'office réexportateur en cas de non-encaissement des droits et frais, répercute ce qui lui revient sur l'office correspondant, lequel le perçoit, avec son avoir, lors de la livraison du colis.

Le renvoi par suite de fausse direction, d'un erreur imputable au service postal, ou de constatation de quelque contravention ou interdiction au cours des opérations d'échange, dans le bureau d'entrée, non seulement est exempt de droits et rrais, mais entraine la restitution des bonifications reçues.

Art. 12.

Les bonifications sont indiquées sur les feuilles de route en francs et centimes. L'équivalent d'un franc en monnaie mexicaine est de 40 centavos.

Art. 13.

L'échange est effectué par les bureaux de Gênes d'une part et de Veracrux de l'autre. Il est réservé toutefois aux deux administrations de désigner d'accord d'autres bureaux d'échange.

Art. 14.

Les envois, autant que possible, doivent être clos et accompagnés de feuilles de route indiquant les colis et les bonifications qu'ils comportent suivant les formules annexées au règlement d'exécution de la convention de Rome sur la matière.

Les feuilles de route, avec les bulletins d'expédition et les déclarations en douane, etc., sont insérées dans un des récipients composant l'expédition, muni extérieurement de la note : « Ci-inclus les documents ».

Les colis expédiés à découvert et les récipients sont remis avec leur bordereau descriptif aux paquebots transporteurs, contre reçu.

Art. 15.

A leur arrivée les expéditions sont livrées contre décharge à bord des paquebots au bureau d'échange destinataire, avec le bordereau mentionné à l'article 14.

Le bureau d'échange destinataire examine et vérifie les colis en eux-mêmes et en rapport aux feuilles de route et aux documents; et en cas de différences, d'anormalités et d'irrégularités il se conforme aux dispositions de l'article XXV du règlement d'exécution de la convention principale de Rome.

Art. 16.

A titre provisoire et jusqu'à ce qu'il ne soit convenu autrement chaque office doit affecter à l'échange réciproque un nombre de récipients (paniers ou sacs) proportionnel à la moyenne de ses colis, sauf le retour avec l'envoi successif à leur réception, de ceux qui ne lui appartiennent pas.

Art. 17.

Chaque office peut profiter par l'intermédiaire de l'autre des relations d'échange de celui-ci, sous les conditions et tarifs valables pour les autres offices, et resultant d'un tableau que ce dernier est tenu de lui transmettre.

Art. 18.

Les expéditeurs des colis non livrés aux destinataires sont consultés sur la manière dont ils entendent disposer de ces colis, à moins qu'ils n'en aient demandé le renvoi immédiat, ou la remise à un autre destinataire par un avis libellé en français avec traduction sublinéaire dans la langue du pays d'origine et apposé tant sur le bulletin d'expédition que sur le colis.

Toutefois les articles sujets à détérioration ou à corruption peuvent être vendus immédiatement, sans avis préablable et sans formalités judiciaires, au profit de qui de droit, à moins que leur état ne rende la vente impossible; dans ce cas ils sont détruits. La vente ou la destruction doit être justifiée par un procès-verbal). S'il en est résulté un deficit, ce découvert est repris par feuille de route sur le bureau d'échange de l'office correspondant pour être recouvré de l'expéditeur et le procès-verbal, acec le bulletin d'expédition, est joint à la feuille de reprise.

Si, par contre, la vente a apporté un bénéfice, le montant en est remis à l'expéditeur du colis par un mandat de poste sous déduction de la taxe relative. Les dites pièces, avec l'indication de ce mandat, sont adressées au bureau d'origine du colis.

Art. 19.

Les avis de souffrance doivent être conformes au modèle J annexé au règlement d'exécution de la convention de Rome pour le service des colis postaux, et être échangés entre les bureaux italiens d'origine ou de destination des colis et l'administration centrale du Mexique.

A défaut d'instructions suffisantes de l'expéditeur dans le délai de six mois à partir de la date d'envoi de l'avis de non-livraison, le colis est renvoyé d'office à l'origine aux frais du même expéditeur.

Les colis dont les ayants-droit aient fait abandon sont traités comme ceux qui sont vendus ou détruits à cause du contenu.

Art. 20.

Tant que le colis est en pouvoir ou en possession de la poste l'expéditeur a la faculté d'en faire modifier l'adresse ou effectuer le retour. Les demandes de l'espèce sont andressées de la manière prescrite pour les avis de souffrance et soumises, à faveur de l'office expéditeur, à la taxe applicable à une lettre recommandée ou à un télégramme, suivant qu'elles sont transmises par la voie postale ou par la voie télégraphique.

Art. 21.

Tant que la législation mexicaine ne comportera pas la responsabilité, aucune indemnité n'est due par les parties contractantes en cas de perte, d'avarie, et de spoliation des colis postaux échangés entre elles.

Art. 22.

Il est interdit d'expédier des colis postaux contenant des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance, des matières explosibles, inflammables, corrosives, et dangereuses, et des articles prohibés par les lois ou règlements de douane ou autres.

En cas de contraventions est applicable le régime du pays où elles sont constatées.

Les deux administrations doivent se communiquer réciproquement la liste des objets prohibés ou dont l'importation est soumise à certaines conditions ou restrictions.

Art. 23.

Les montants des feuilles de route, après avoir été dûment vérifiés, sont récapitulés par le bureau d'échange destinataire en rapport avec le bureau expéditeur et par ordre de date d'envoi, dans un état mensuel conforme au modèle annexé au règlement précité

Les états mensuels forment objet d'un compte partiel trimestriel établi en francs et communiqué en double, avec toutes les pièces justificatives, à l'administration expéditrice, qui, à son tour, en renvoie un exemplaire, avec son approbation, accompagné de celles-ci et, le cas échéant, d'un relevé de différences.

Les bulletins de vérification sont joints aux feuilles de route dont ils modifient les mentions, sauf à y annexer la copie, à défaut du retour, de l'original avec le visa d'acceptation. Les relevés de différences sont compris par l'office qui les a accepté sans ses comptes successifs.

Les comptes trimestriels réciproques après leur reconnaissance, sont résumés par l'office créancier, dans un compte annuel qui est transmis en double à l'office correspondant. Celui-ci en renvoie au premier un exemplaire accepté et accompagné du solde en francs et centimes ou en une traite payable sur une place commerciale du pays créancier. Les frais du payement restent à la charge de l'office débiteur.

Ces comptes doivent être arrêtés, transmis et liquidés dans le délai de trois mois depuis la période à laquelle ils se réfèrent: autrement à partir du jour de l'expiration de ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêt, à raison de 5 pour cent l'an, à faveur de l'office créditeur.

Art. 24.

La législation intérieure des pays contractants demeure applicable en tout ce qui n'est pas prévu par le présent arrangement.

Art. 25.

Le présent arrangement, après ratification, entrera en vigueur à la date que les Administrations fixeront d'accord.

Il ne cessera que par effet de dénonciation et après un an à partir du jour où celle-ci aura été notifiée.

Les parties contractantes toutefois se réservent d'y introduire d'accord par des actes additionnels, les modifications qu'elles jugeront convenables.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, en double original, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Mexico, le quatre décembre mil neuf cent neuf.

(*L. S.*) MASSIGLIA.
(*L. S.*) IGNACIO MARISCAL.

## Annexes.

**A** (*recto*).

| COUPON<br><br>Peut être détaché par le destinataire<br><br>Timbre du bureau d'origine<br><br>Nom et domicile de l'expéditeur: | Numéros d'enregistrement<br><br>Pays d'origine<br>BULLETIN D'EXPÉDITION<br><br>Ci-joint — Nombre de déclaration de douane<br><br>Valeur assurée<br><br>Montant du remboursement<br><br>A<br><br>(Lieu de destination)<br><br>(Rue et numéro) | Application du timbre-poste ou indication de la taxe perçue |
|---|---|---|
| Timbre de la douane | Poids / Droits de douane (1) | Acheminement: |

(1) Cadre à remplir par le bureau d'échange d'entrée ou par le service de la douane du pays de destination.

**A** (*verso*).

Récépissé du destinataire

Le soussigné déclare avoir reçu { le colis designé / les colis désignés } au recto du présent bulletin.

A . . . . . . . . le . . . . . 19 . .

(*Signature*)

**B.**

Pays d'origine.

Lieu de départ — Lieu de destination —

### Déclaration en douane.

*M*

| Colis postaux | | Désignation du contenu | Valeurs | Poids | |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre | Espèce | | | Brut | Net |
| | | | | grammes | grammes |

19 . . . .

*L'expéditeur*

**C.**

Administration des postes de . . . Echange avec l'office de . . .

Numéro d'ordre de la feuille de route

Nom du paquebot . . . .

### Feuille de route

des colis postaux expédiés par le bureau d'échange de . . . .
au bureau d'échange de . . . . .

Timbre à date

Départ (*envoi) *du 19 , à h. m. du*

Arrivée *du 19 , à h. m. du*

| Numéro | | Nombre des colis postaux | Bureau | | Poids de chaque colis avec valeur déclarée | Valeur déclarée | Bonifications de taxes et droits | | Montant des remboursements | *Observations* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| d'ordre | de l'enregistrement | | d'origine | de destination | | | par l'office expéditeur à l'office correspondant | par l'office correspondant à l'office expéditeur | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 |
| Totaux | | | | | | | | | | |

*L'employé du bureau expéditeur*

*L'employé du bureau destinataire*

* Ne pas remplir dans les cas où les colis sont adressés au même bureau que les feuilles de route.

**D.**

Administration des postes d.... Correspondance avec l'office d....

— —

## Etat mensuel

des sommes que se doivent réciproquement l'Administration des postes d . . . . et l'Administration des postes d . . . . à titre de frais pour les colis postaux livrés par les bureaux d'échange dépendant de la première Administration ou bureau d'échange d . . . .

*Mois d . . . . . . . . 19 . .*

| Dates des feuilles de route | I. Avoir de l'office destinataire (Colonne 8 de la formule *F*) | | | | | | II. Avoir de l'office expéditeur Taxes et droits (Colonne 9 de la formule *F*) | | | | | | *Observations* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Envoi du bureau d .... | | Envoi du bureau d .... | | Envoi du bureau d .... | | Envoi du bureau d .... | | Envoi du bureau d .... | | Envoi du bureau d .... | | |
| | Fr. | c. | Fr. | c. | Fr. | c. | Fr. | c. | Fr. | c. | Fr. | c. | |
| 1.... | | | | | | | | | | | | | |
| 2.... | | | | | | | | | | | | | |
| 3.... | | | | | | | | | | | | | |
| 4.... | | | | | | | | | | | | | |
| 5.... | | | | | | | | | | | | | |
| 6.... | | | | | | | | | | | | | |
| 7.... | | | | | | | | | | | | | |
| 8.... | | | | | | | | | | | | | |
| 9.... | | | | | | | | | | | | | |
| 10.... | | | | | | | | | | | | | |
| 11.... | | | | | | | | | | | | | |
| 12.... | | | | | | | | | | | | | |
| 13.... | | | | | | | | | | | | | |
| 14.... | | | | | | | | | | | | | |
| 15.... | | | | | | | | | | | | | |
| 16.... | | | | | | | | | | | | | |
| 17.... | | | | | | | | | | | | | |
| 18.... | | | | | | | | | | | | | |
| 19.... | | | | | | | | | | | | | |
| 20.... | | | | | | | | | | | | | |
| 21.... | | | | | | | | | | | | | |
| 22.... | | | | | | | | | | | | | |
| 23.... | | | | | | | | | | | | | |
| 24.... | | | | | | | | | | | | | |
| 25.... | | | | | | | | | | | | | |
| 26.... | | | | | | | | | | | | | |
| 27.... | | | | | | | | | | | | | |
| 28.... | | | | | | | | | | | | | |
| 29.... | | | | | | | | | | | | | |
| 30.... | | | | | | | | | | | | | |
| 31.... | | | | | | | | | | | | | |
| Totaux par bureaux d'échange correspondants | | | | | | | | | | | | | |
| Total général de chaque avoir | | | | | | | | | | | | | |

*Le chef du bureau d'échange destinataire.*

**E.**

Administration d . . . d . . Correspondance avec l'office d . . .

— —

## Compte

recapitulatif des états mensuels des feuilles de routes de colis postaux adressées par les bureaux d'échange d.... aux bureaux d'échange d....

*Mois d . . . . . . . 19 . . .*

| Numéros d'ordre | Désignation des bureaux d'échange destinataires | Montant des sommes dues d'après chaque état mensuel à l'office destinataire | Montant des sommes dues d'après chaque état mensuel à l'office expéditeur — Taxes et droits | *Observations* |
|---|---|---|---|---|
| 1 | | | | |
| 2 | | | | |
| 3 | | | | |
| 4 | | | | |
| 5 | | | | |
| 6 | | | | |
| 7 | | | | |
| 8 | | | | |
| 9 | | | | |
| 10 | | | | |
| 11 | | | | |
| 12 | | | | |
| 13 | | | | |
| 14 | | | | |
| 15 | | | | |
| 16 | | | | |
| 17 | | | | |
| 18 | | | | |
| 19 | | | | |
| 20 | | | | |
| | 1/2 p. 100 du montant des remboursements effectués par l'office destinataire.......... | | | |
| | Totaux... | | | |
| | Solde au crédit de l'office ......... | | | |

**F.**

Administration des postes de . . . . . . .

(Colis postaux)

## Avis de non remise

Le . . . colis dont ci-joint . . . . bullettin . . . . d'expedition n. . . . originaire . . . de . . . . . . . . . . . . se trouve . . . . en suffrance à mon bureau par le motif suivant:

*a)* Le . . . colis . . . . été refusé . . . . par le destinataire (1).

*b)* Le . . . colis n. . . . pas été réclamé (1).

*c)* Le destinataire est inconnu, absent, parti, décédé (1).

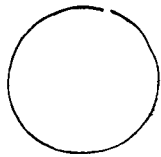
*d)* L'adresse est insuffisante.

*e)* L'adresse du colis n'est pas conforme à celle du bulletin (1).

*f)* Le destinataire refuse de payer { les frais de douane (1). / le remboursement (1).

Prière de demander les instructions de l'expéditeur et de lui faire

connaître que, si ces instructions ne me parviennent pas dans un délai de . . . mois, le . . . colis lui ser . . . réexpédié . . sous suite des frais.

Timbre à date

*Signature* . . . . . . . . .

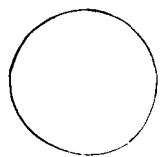
**Réponse.**

Le . . colis doi . . être
a) presenté encore une fois au destinataire { M. . . . . .
b) remis à { rue. . . n° . .(1).
sans perception } contre payement } du montant du remboursement de . . . . F. . . . cts.
c) réexpédié à M. . . . . . . rue . . . . n° . . .(1)
d) réexpédié à son point d'origine (1).

L'expéditeur fait abandon du colis (1).

L'expéditeur demande que le colis soit vendu (1).

L'expéditeur n'ayant pas répondu aux demandes d'instructions qui lui ont été adressées le . . . colis doi . . . être renvoyé . . . à mon bureau à l'expiration du délai réglementaire (1).

Timbre à date

*Signature* . . . . . . . . .

(1) Biffer les indications dont il n'est pas fait usage.

*Il numero 119 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III

**per grazia di Dio e per volontà della Nazione**

**RE D'ITALIA**

Vista la legge 24 maggio 1903, n. 205, sull'ordinamento della Colonia Eritrea, la quale dà facoltà al Governo del Re di provvedere intorno all'imposizione dei tributi delle popolazioni indigene della Colonia;

Sentito il Consiglio coloniale;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per gli affari esteri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Nell'esercizio finanziario 1910-911 le popolazioni indigene della Colonia Eritrea sono tenute a corrispondere l'annuo tributo nella misura indicata nell'unita tabella.

Art. 2.

I conventi delle popolazioni cristiane sono esenti dal pagamento del tributo per l'esercizio finanziario sopra citato.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 3 marzo 1910.

VITTORIO EMANUELE.

GUICCIARDINI.

Visto, *Il guardasigilli*: SCIALOJA.

Allegato n. 2.

***TABELLA** dei tributi da corrispondersi dalle popolazioni indigene dell'Eritrea, durante l'esercizio 1910-911.*

I. — Commissariato regionale dell'Hamasèn.

| | | |
|---|---|---|
| Paesi autonomi | L. | 8,487 |
| Carnescim | » | 15,000 |
| Dembesan | » | 15,011 |
| Decatescim | » | 5,251 |
| Loggo Ceuà | » | 11,840 |
| Scioattè Anseba | » | 9,425 |
| Saharti | » | 6,361 |
| Mènabe Zerai | » | 4,885 |
| Cabassa Ceuà | » | 5,240 |
| Lamza | » | 4,860 |
| Tecchelè Agabà | » | 4,655 |
| Uoccarti | » | 1,985 |
| Totale per il commissariato regionale dell'Hamasèn | L. | 93,000 |

II. — Commissariato regionale del Seraè.

| | | |
|---|---|---|
| Mai Tacalà | L. | 5,500 |
| Teramnì | » | 1,200 |
| Dubub | » | 3,500 |
| Gueccià | » | 3,450 |
| Adi Grottò | » | 2,000 |
| Decchì Dighnà | » | 500 |
| Decchì Melgà | » | 1,500 |
| Uistè Gultì | » | 1,100 |
| Anaghir | » | 2,300 |
| Afelba | » | 1,800 |
| Villaggi Temzà | » | 600 |
| Ad Arfì | » | 1,500 |
| Medrì uod Seberà | » | 8,900 |
| Cunò Redà | » | 3,500 |
| Decchì Aitaes | » | 1,000 |
| Quollà Seraè | » | 1,300 |
| Dembelàs | » | 7,800 |
| Seffà | » | 6,020 |
| Liban | » | 3,000 |
| Zellimà | » | 10,000 |
| Mai Zadà | » | 13,500 |
| Gundet | » | 3,500 |
| Maraguz e Ghebre Meralt | » | 8,315 |
| Cohain (compreso l'Ailà) | » | 9,015 |
| Zaid Accolom | » | 3,500 |
| Totale per il Commissariato regionale del Seraè | L. | 104,300 |

III. — Commissariato regionale dell'Acchelè Guzai.

a) Distretti:

| | | |
|---|---|---|
| Merettà Sebenè | L. | 7,750 |
| Aret | » | 7,000 |
| Tedrer | » | 5,550 |
| Haddecti | » | 6,200 |
| Mezhè | » | 5,800 |
| Zanadegle | » | 5,500 |
| Decchì Dighnà | » | 4,800 |
| Egghelà Hames | » | 4,700 |
| Robrà | » | 4,950 |
| Decchì Ghebrì | » | 4,200 |
| Decchì Ad Mocom | » | 4,300 |
| Enganà | » | 3,300 |
| Egghelà Hazin | » | 3,300 |
| Merettà Caieh | » | 2,650 |

| | | |
|---|---|---|
| Zebaonti | L. | 2,000 |
| Dericien | » | 1,700 |
| Decchì Zeresenai | » | 1,300 |
| Decchì Tehesctà | » | 700 |
| Addi Gultì | » | 3,275 |
| Uod Acchelè Mashàl | » | 3,550 |
| Zeban 2° | » | 2,950 |
| Lalai Agruf | » | 2,870 |
| Loggo Sarda | » | 2,750 |
| Tahtai Agruf 2° | » | 2,500 |
| Hadadem Ciaalò | » | 2,700 |
| Ambesset Ghelebà | » | 2,350 |
| Enda Dascim 2° | » | 1,800 |
| Degghien | » | 1,400 |
| Zeremossì | » | 1,400 |
| Colonia cattolica | » | 1,250 |
| Degghien Uogherà | » | 1,175 |
| Acran | » | 1,200 |
| Tahtai Agruf 1° | » | 800 |
| Zeban 1° | » | 900 |
| Senafè | » | 805 |
| Enda Dascim 1° | » | 400 |
| Paesi autonomi | » | 250 |
| Colonia mussulmana di Debar Aslam | » | 200 |
| Totale distretti | L. | 110,225 |

*b)* Tribù mussulmane:

| | | | |
|---|---|---|---|
| Teroa Bet Sarah | | L. | 3,200 |
| Lelisc | | » | 3,000 |
| Assalissah | | » | 3,150 |
| Assacheri | | » | 2,800 |
| Fogorotto | | » | 2,300 |
| Bet Fachih | | » | 1,700 |
| Edda | | » | 1,300 |
| Baradotta | | » | 1,000 |
| Hasabat Arè | | » | 550 |
| Engaghè Sermarè | | » | 250 |
| Rezamara | | » | 50 |
| Miniferi - Fecàt Haràch | | » | 1,800 |
| Dassamù | Abdalla Harach | » | 800 |
| | Nafo Harach | » | 1,400 |
| | Subacom Arè | » | 225 |
| | Zailè Arè | » | 150 |
| | Mussa Harach | » | 200 |
| Danagul - Mahlema e Memberà | | » | 100 |
| Gaasu | Jofisc Gascia | » | 1,700 |
| | Abdalla Gascia | » | 1,450 |
| | Assa Jofiscia | » | 400 |
| | Soleiman Gascia | » | 250 |
| | Hassan Gascia | » | 150 |
| | Hamed Gascia | » | 125 |
| | Ona Omar | » | 100 |
| Hasu | Hamedi Gascia | » | 1,220 |
| | Mahamed Caiuia | » | 400 |
| | Assa Alì Gascia | » | 200 |
| | Consubi Firè | » | 200 |
| | Mussa Ebbago | » | 75 |
| | Assa Alila | » | 200 |
| | Omartù | » | 900 |
| Debrimela | Alades | » | 300 |
| | Lebale | » | 550 |
| Bellessua | Assa Uaddo | » | 60 |
| Totale tribù mussulmane | | L. | 31,845 |

Totale per il Commissariato dell'Acchelè-Guzai . . . L. 142,070

## IV. — Commissariato regionale del Barca.

*a)* Beni-Amer del Diglel:

| | | |
|---|---|---|
| Dega | L. | 23,000 |
| Ad Alì Bachit | » | 11,700 |
| Ad Omar | » | 10,850 |
| Ad Ibrahim | » | 5,500 |
| Lebet | » | 4,160 |
| Tohas | » | 4,320 |
| Ad Saleh | » | 4,400 |
| Ad Faidab | » | 5,000 |
| Ad Gultana | » | 3,100 |
| Ad Tauliab | » | 1,510 |
| Ad Auadab | » | 1,000 |
| Ad Alì | » | 950 |
| Sincat Chinab | » | 870 |
| Ad Naseh | » | 900 |
| Elman | » | 390 |
| Totale Beni-Amer del Diglel | L. | 77,650 |

*b)* Altre tribù:

| | | |
|---|---|---|
| Ad Ocud | L. | 17,000 |
| Ad Sciaraf | » | 5,000 |
| Sabderat | » | 3,000 |
| Algheden | » | 2,000 |
| Elit | » | 500 |
| Ad Scech di Garabit Ensà | » | 2,000 |
| Bitama | » | 200 |
| Aesc | » | 300 |
| Sciucria del Gasc | » | 400 |
| Totale altre tribù | L. | 30,400 |

Totale per il Commissariato regionale del Barca . . . L. 108,050

## V. — Commissariato regionale di Cheren.

*a)* Bet Tarchè:

| | | |
|---|---|---|
| Sucuneiti | L. | 4,000 |
| Ad Hadembes | » | 1,950 |
| Ad Zamat | » | 7,440 |
| Bet Gabrù | » | 1,300 |
| Totale Bet Tarchè | L. | 14,690 |

*b)* Bet Taquè:

| | | |
|---|---|---|
| Ad Samaracion | L. | 900 |
| Ad Sciafa | » | 3,500 |
| Ad Gabscia | » | 6,500 |
| Ad Feza | » | 3,800 |
| Totale Bet Taquè | L. | 14,700 |

*c)* Mensa:

| | | |
|---|---|---|
| Bet Ebrahè | L. | 2,000 |
| Bet Sciahan | » | 1,700 |
| Totale Mensa | L. | 3,700 |

*d)* Maria:

| | | |
|---|---|---|
| Maria Rossi | L. | 14,000 |
| Maria Neri | » | 22,000 |
| Totale Maria | L. | 36,000 |

*e)* Ad Scech:

| | | |
|---|---|---|
| Scech Amer scech El Amin | L. | 12,520 |
| » Hamed Mahmud | » | 3,300 |
| » Mahammed El Amin | » | 2,700 |
| » Mahammed Soleiman Scech Alì | » | 800 |
| Totale Ad Scech | L. | 19,320 |

*f)* Ad Haseri:

| | | |
|---|---|---|
| Scech Mahammed Soleiman | L. | 700 |
| » Mahammed Mahmud Absad | » | 300 |
| » Hommad Idris Absad | » | 350 |
| Totale Ad Haseri | L. | 1,350 |

*g)* Altre tribù:

| | | |
|---|---|---|
| Habab | L. | 42,000 |
| Ad Temariam | » | 13,600 |
| Ad Taura | » | 3,000 |
| Ad Maallem | » | 1,070 |
| Bet Mala | » | 2,500 |
| Ad Tacles | » | 17,886 |
| Begiuch | » | 4,200 |
| Bab Giangheren | » | 1,100 |
| Rasciaida | » | 300 |
| Totale altre tribù | L. | 85,656 |

*h)* Distretti abissini:

| | | |
|---|---|---|
| Adirba | L. | 1,000 |
| Decandù | » | 550 |
| Lamacelli | » | 1,700 |
| Debra Sina | » | 500 |
| **Totale distretti abissini** | L. | 3,750 |

Totale per il Commissariato reg. di Cheren . . . L. 179,166

## VI. — Commissariato regionale di Massaua.

*a)* Villaggi del Samhar:

| | | |
|---|---|---|
| Archico | L. | 1,300 |
| Otumlo e Moncullo | » | 1,500 |
| Zaga | » | 1,050 |
| Ailet | » | 1,200 |
| Gumhod | » | 1,150 |
| Asus | » | 1,300 |
| Totale villaggi del Samhar | L. | 7,500 |

*b)* Tribù del Samhar:

| | | |
|---|---|---|
| Ad Ahà | L. | 1,500 |
| Ad Sciuma | » | 2,500 |
| Ad Ascar | » | 2,000 |
| Ghedem Sicta | » | 1,200 |
| Uaria | » | 6,000 |
| Meshalit | » | 7,500 |
| Nabbarà | » | 900 |
| Teroa Bet Musce | » | 4,000 |
| Aflenda Nasr Eddin | » | 2,200 |
| Aflenda Ad Egel | » | 2,200 |
| Aflenda Ad Hababai | » | 200 |
| Totale tribù del Samhar | L. | 30,200 |

*c)* Assaorta inferiore:

| | | |
|---|---|---|
| Defer | L. | 3,250 |
| Bet Califa e Bet Cad | » | 4,000 |
| Bet Scech Mahammed | » | 4,000 |
| Bet Tuaccal | » | 5,300 |
| Totale Assaorta inferiore | L. | 16,550 |

*d)* Isole di Dahlach:

| | | | |
|---|---|---|---|
| Dahlach | Dubello | L. | 1,000 |
| | Adal | » | 400 |
| | Selait | » | 300 |
| | Cambeba | » | 200 |
| | Giumheli e Aghig | » | 500 |
| | Dassoho | » | 200 |
| | Derbuscèt | » | 1,000 |
| | Dahlach Chebira | » | 1,100 |
| Nocra | | » | 400 |
| Dohol | | » | 200 |
| Nora | | » | 200 |
| Dessè | | » | 800 |
| Totale isole di Dahlach | | L. | 6,300 |

*e)* Dancalia del Nord:

| | | | |
|---|---|---|---|
| Tribù di Buri | Bellessua Bilaltu | L. | 350 |
| | Bellessua Aramisu | » | 500 |
| | Dunna | » | 650 |
| | Haleita | » | 300 |
| | Ancala | » | 2,000 |
| Damohita Buri | Bet Assa Mahammed | » | 1,130 |
| | Bet Ali Chefar | » | 1,150 |
| | Bet Gaas | » | 1,520 |
| | Bet Enra Hammedu | » | 510 |
| | Bet Assa Mominto | » | 1,240 |
| | Frazioni dipendenti | » | 4,500 |
| Isola di Baca | | » | 450 |
| Isola di Hauachil | | » | 150 |
| Hedarem | Ali Gura | » | 1,200 |
| | Bitaito | » | 750 |
| | Garbulè | » | 600 |
| Dahimmela Enda Cadri | | » | 600 |
| Dahimmela Baddirera | | » | 300 |
| Totale Dancalia | | L. | 17,930 |

Totale per il Commissariato regionale di Massaua L. **78,480**

## VII. — Commissariato regionale di Assab.

| | | |
|---|---|---|
| Edd (tribù Damhoita) | L. | 2,000 |
| Barassoli (tribù Bascittu) | » | 500 |
| Beilul (tribù Afarà) | » | 1,000 |
| Assab (tribù Ancala) | » | 200 |
| Marghebla (tribù Aissamali) | » | 500 |
| Chiluma (tribù Rahmantù) | » | 200 |
| Raheita (tribù Dimitti e Burhantu) | » | 600 |

Totale per il Commiss. reg. di Assab . . . . . L. **5,000**

## VIII. — Commissariato regionale del Gasc e del Setit.

*a)* Baria:

| | | |
|---|---|---|
| Baria Heghir | L. | 5,000 |
| Baria Mogareb | » | 4,000 |
| Totale Baria | L. | 9,000 |

*b)* Baza:

| | | |
|---|---|---|
| Ghega | L. | 1,330 |
| Ogonna | » | 550 |
| Coita | » | 1,125 |
| Allumù | » | 1,100 |
| Fodè | » | 830 |
| Ducambia | » | 720 |

| | | |
|---|---|---|
| Sassal | L. | 505 |
| Eimasa | » | 600 |
| Tauda | » | 330 |
| Selest Logodat | » | 610 |
| Lacatacura | » | 300 |
| Sogodas | » | 450 |
| Totale Baza | L. | 8,450 |

Totale per il Commissariato del Gasc e del Setit. . L. 17,450

**Riepilogo.**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| I — | Commissariato | regionale | dello Hamasèn | L. | 93,000 |
| II — | Id. | id. | del Seraè | » | 104,300 |
| III — | Id. | id. | dell'Acchelè Guzai | » | 142,070 |
| IV — | Id. | id. | del Barca | » | 108,050 |
| V — | Id. | id. | di Cheren | » | 179,166 |
| VI — | Id. | id. | di Massaua | » | 78,480 |
| VII — | Id. | id. | di Assab | » | 5,000 |
| VIII — | Id. | id. | del Gasc e del Setit | » | 17,450 |

Totale generale tributi della Colonia Eritrea L. 727,516

Visto, d'ordine di Sua Maestà:
*Il ministro degli affari esteri*
GUICCIARDINI.

*Il numero 264 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III
**per grazia di Dio e per volontà della Nazione**
RE D'ITALIA

Visto lo schema di statuto approvato dalla Società di storia patria « Anton Ludovico Antinori » negli Abruzzi nella sua assemblea generale del 30 novembre 1909;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per la istruzione pubblica;

Abbiamo decretato e decretiamo:

La Società di storia patria « Anton Ludovico Antinori » negli Abruzzi è costituita in R. Deputazione di storia patria negli Abruzzi, con sede nell'Aquila, ed è approvato il relativo statuto annesso al presente decreto e firmato, d'ordine Nostro, dal Nostro ministro segretario di Stato per l'istruzione pubblica.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

**Dato a Roma, addì 16 gennaio 1910.**
**VITTORIO EMANUELE.**

DANEO.

Visto, *Il guardasigilli:* SCIALOJA.

## STATUTO
## della R. Deputazione di storia patria negli Abruzzi.

Art. 1.

La R. Deputazione di storia patria negli Abruzzi, con sede nell'Aquila, intende a favorire gli studi storici regionali principalmente con la pubblicazione e illustrazione di documenti.

Art. 2.

Essa si compone di deputati e di soci.

Art. 3.

I deputati, che costituiscono il Consiglio direttivo, non potranno essere in numero maggiore di 25. Sono scelti tra i soci e approvati con decreto Reale. Essi avranno gratuitamente le pubblicazioni ordinarie della Deputazione.

Art. 4.

Ogni deputato che nel corso di due anni non abbia corrisposto ai suoi obblighi, e senza legittimo impedimento sia sempre mancato alle adunanze così ordinarie come straordinarie della Deputazione, s'intenderà dimissionario, e dal Consiglio se ne proporrà la sostituzione.

Art. 5.

I soci sono di tre categorie:

*a)* ordinari;
*b)* corrispondenti;
*c)* onorari.

Art. 6.

I soci ordinari sono ammessi in seguito a loro domanda, controfirmata da due deputati. Essi contribuiranno all'incremento dell'opera, mercè la quota di L. 30 soddisfatta contemporaneamente all'ammissione. Avranno diritto alle pubblicazioni periodiche con riduzione della metà del prezzo.

Art. 7.

I soci corrispondenti sono scelti fra i cultori della storia o amatori di buoni studi che saranno in grado di coadiuvare alle ricerche e alle varie pubblicazioni. Essi sono esenti da ogni contributo e avranno gratuitamente quei volumi che conterranno loro produzioni.

L'ammissione tanto degli uni quanto degli altri soci sarà discussa e votata dal Consiglio direttivo.

Art. 8.

Saranno nominati anche dallo stesso Consiglio soci benemeriti coloro che siansi resi chiari per lavori storici regionali o che abbiano concorso all'incremento dell'istituzione mercè un donativo non minore di lire cento. Ove non fossero stati precedentemente iscritti tra i soci, saranno aggregati a prudenza del Consiglio alla categoria degli ordinari o dei corrispondenti.

Art. 9.

I soci onorari debbono appartenere alle principali illustrazioni italiane e straniere, per aggiungere decoro alla R. Deputazione. Saranno eletti in assemblea generale in seguito a proposta del Consiglio direttivo, e costituiscono la più elevata categoria di soci. Essi ricevono in omaggio tutte le pubblicazioni così ordinarie come straordinarie dell'Istituto.

Saranno soci onorari di diritto i sindaci in funzione dei tre capoluoghi di provincia degli Abruzzi.

Art. 10.

La R. Deputazione ha il presidente, il vice presidente, il segretario e il tesoriere economo, appartenenti sempre ai deputati. Saranno nominati per decreto Reale su proposta del Consiglio direttivo, dureranno in carica tre anni e potranno essere in seguito proposti senza interruzione alla conferma sovrana.

Art. 11.

Il presidente rappresenta la R. Deputazione in tutto che a essa si riferisce tanto presso l'autorità quanto presso gli estranei. Convoca e presiede il Consiglio direttivo e l'assemblea. Firma il carteggio e le deliberazioni, cura l'esatta osservanza dello statuto. Sopraintende ai lavori letterari e alle spese dell'Istituto.

Provvede con l'adesione del Consiglio alla nomina degli impiegati secondo il bilancio.

Art. 12.

Il vice presidente supplisce in tutto il presidente in circostanza d'impedimento o di assenza. Avrà sempre voto deliberativo nel Consiglio e nella assemblea.

In mancanza del vice presidente e del presidente ne terrà le veci il deputato più antico per nomina sovrana residente nell'Aquila.

Art. 13.

Il segretario compila i processi verbali del Consiglio e dell'assemblea, tiene conto dell'archivio amministrativo, conserva l'albo dei deputati e dei soci apportandovi le eventuali variazioni; è responsabile del carteggio, fa la relazione annuale dei lavori a nome della presidenza, cura la conservazione dei libri donati o comperati nonchè il deposito delle pubblicazioni della R. Deputazione.

Cura la spedizione degli inviti per le sedute del Consiglio e per le adunanze generali. Compila il bilancio presuntivo e discute in assemblea coi revisori dei conti quello consuntivo. In circostanza di impedimento o di assenza dovrà farsi surrogare sotto la sua responsabilità da qualcuno dei deputati o dei soci. Egli avrà voto deliberativo in Consiglio e in assemblea come ogni altro deputato.

Art. 14.

Il tesoriere-economo riscuote e custodisce le somme che di mano in mano pervengono sotto qualunque titolo alla R. Deputazione. Eseguisce i pagamenti in regolari mandati firmati dal presidente e dal segretario, cura il bollettario e rende annualmente conto in assemblea. Ha in custodia la mobilia di qualunque ufficio della R. Deputazione. Sorveglia a che non si facciano spese superiori alla possibilità del tesoro riferendone alla presidenza.

Egli ha voto deliberativo così nel Consiglio come nell'assemblea, in tutto che non lo riguarda.

Art. 15.

La Deputazione avrà una sede propria in locali del Municipio o della provincia di Aquila. Ove ciò non fosse possibile provvederà ad una conveniente residenza. Ivi si terranno le adunanze del Consiglio e le assemblee generali. A meno che per qualcuna di queste ultime in speciali circostanze non fosse richiesto più acconcio locale.

Art. 16.

La R. Deputazione terrà annualmente una seduta ordinaria del Consiglio e una assemblea generale ordinaria. Potrà tenerne anche altre straordinarie quando ne sarà il bisogno.

Art. 17.

Le sedute del Consiglio saranno disposte dal presidente, le assemblee generali dal Consiglio direttivo.

Art. 18.

Il Consiglio direttivo sarà legale con l'intervento almeno di cinque deputati. Ove alcuno dovrà astenersi dal voto per ragioni personali, sarà necessario che il numero sia maggiore per raggiungere almeno quello di cinque votanti.

Art. 19.

Nella seduta ordinaria del Consiglio si proporranno all'approvazione sovrana tanto i deputati nuovi, quanto quelli in surrogazione dei dimissionari; si nominerà fra i deputati il rappresentante all'Istituto storico italiano, il quale durerà in ufficio tre anni e potrà essere sempre rieletto. Si nominerà inoltre un Comitato speciale di tre deputati o soci per la direzione delle pubblicazioni ordinarie, da rimanere però sempre alla dipendenza del Consiglio e sotto la sorveglianza del presidente.

Art. 20.

L'assemblea generale sarà composta non solo di deputati, ma dei soci ancora di tutte le categorie. Tutti avranno diritto alle proposte, alle discussioni e al voto. Essa sarà legale con qualunque numero di intervenuti, sempre però con la presenza di cinque deputati almeno.

Ove si trattasse di apportar modificazione al presente statuto sarà necessario l'intervento della metà più uno dei componenti, fra i quali almeno dodici deputati.

Art. 21.

Ogni proposta firmata da dieci soci dovrà essere accettata dal Consiglio direttivo per essere messa all'ordine del giorno della prossima adunanza così ordinaria come straordinaria.

Art. 22.

Le assemblee generali potranno compiersi anche in varie sedute e in successivi giorni, spettando al presidente il dichiararle chiuse quando saranno terminati i lavori.

Art. 23.

Potranno anche tenersi le assemblee generali in altre città degli Abruzzi per far meglio conoscere gl'intenti della R. Deputazione e affratellare maggiormente gli animi degli amatori e dei cultori di storia patria, all'oggetto di raggiungere pienamente il prefisso scopo.

Art. 24.

Tanto l'assemblea ordinaria quanto quelle straordinarie potranno essere pubbliche con intervento delle autorità, ove se ne giudicherà la convenienza dal Consiglio direttivo.

Art. 25.

La pubblicazione ordinaria che sarà periodica a prudenza del Consiglio avrà il titolo *Bollettino della R. Deputazione abruzzese di storia patria.*

Art. 26.

Le pubblicazioni straordinarie sotto qualunque forma e di qualunque argomento, sempre riguardanti la storia abruzzese, saranno disposte dal Consiglio.

Art. 27.

Le Provincie, i municipi ed altri enti che sussidiano la R. Deputazione degli Abruzzi sono ricambiati con uno o più esemplari delle pubblicazioni ordinarie e anche straordinarie secondo la importanza del sussidio.

Art. 28.

I soci fondatori della trasformata Società abruzzese di storia patria rimarranno di diritto soci ordinari della R. Deputazione e benemeriti ancora se ne avranno avuta la dichiarazione.

Lo stesso varrà pei soci onorari nominati in assemblea generale.

Visto, d'ordine di Sua Maestà :
*Il ministro della pubblica istruzione*
DANEO.

---

*Il numero* 281 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto :*

VITTORIO EMANUELE III
**per grazia di Dio e per volontà della Nazione**
RE D'ITALIA

**Veduto l'art. 2 della legge 12 gennaio 1909, n. 12;**
**Veduto il R. decreto 18 febbraio 1909, n. 100;**
**Veduta la relazione della Commissione centrale incaricata, ai termini dell'art. 1 del citato R. decreto 18**

febbraio 1909, n. 100, di predisporre le liquidazioni per il riparto dei proventi menzionati nell'art. 2 della legge 12 gennaio 1909, n. 12;

Riconosciuta la necessità di accordare alla provincia di Reggio Calabria un'anticipazione per lavori di riparazione di danni prodotti dal terremoto del 28 dicembre 1908 e ad alcuni Comuni della Provincia stessa e di quella di Messina, danneggiati dal terremoto, i fondi occorrenti a pareggio dei rispettivi bilanci per l'esercizio 1909;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per gli affari dell'interno;

Abbiamo decretato e decretiamo:

*Articolo unico.*

È approvato l'annesso elenco, visto d'ordine Nostro, dal ministro proponente delle assegnazioni concesse per gli scopi suddetti, sui proventi di cui all'art. 2 della legge 12 gennaio 1909, n. 12, agli enti indicati nell'elenco stesso.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 12 maggio 1910.

VITTORIO EMANUELE.

LUZZATTI.

Visto, *Il guardasigilli:* FANI.

ELENCO delle assegnazioni da corrispondersi sui proventi straordinari di cui all'art. 2 della legge 12 gennaio 1909, n. 12 ai Comuni sotto notati a pareggio dei bilanci per l'anno 1909 ed alla provincia di Reggio Calabria per l'esecuzione di lavori di riparazione di danni prodotti dal terremoto.

| N. d'ord. | PROVINCIA | COMUNE | Somme assegnate |
|---|---|---|---|
| 1 | Provincia di Reggio Calabria | | 17,219 85 |
| 2 | Messina | Barcellona Pozzo di Gotto | 2,632 06 |
| 3 | Id. | Falcone | 798 — |
| 4 | Id. | Galati | 2,630 15 |
| 5 | Id. | Gualtieri Sicaminò | 2,465 68 |
| 6 | Id. | Meri | 2,807 82 |
| 7 | Id. | Montalbano d'Elicona | 4,839 08 |
| 8 | Id. | Santa Lucia del Mela | 6,397 51 |
| 9 | Reggio Calabria | Bianco | 5,540 13 |
| 10 | Id. | Platì | 3,659 33 |
| | | Totale . . . | 48,989 61 |

Visto, d'ordine di Sua Maestà:
*Il ministro dell'interno*
LUZZATTI.

*Il numero 282 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduto l'art. 2 della legge 12 gennaio 1909, n. 12;

Veduto il R. decreto 18 febbraio 1909, n. 100;

Veduta la relazione della Commissione centrale incaricata, a termini dell'art. 1 del citato R. decreto 18 febbraio 1909, n. 100, di predisporre le liquidazioni per il riparto dei proventi menzionati nell'art. 2 della legge 12 gennaio 1909, n. 12;

Riconosciuta la necessità di accordare al comune di Messina, danneggiato dal terremoto, i fondi occorrenti per il funzionamento dei pubblici servizi;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

*Articolo unico.*

È assegnata al comune di Messina la somma di L. 500,000 in conto della maggiore che potrà ad esso spettare sui proventi straordinari di cui all'art. 2 della legge 12 gennaio 1909, n. 12 a pareggio del bilancio 1910.

Il Nostro ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 19 maggio 1910.

VITTORIO EMANUELE.

LUZZATTI.

Visto, *Il guardasigilli:* FANI.

*Il numero 283 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduto l'art. 2 della legge 12 gennaio 1909, n. 12;

Veduto il Nostro decreto in data 18 febbraio 1909, n. 100;

Veduta la legge 26 dicembre 1909, n. 791, con la quale è stata prorogata fino al 30 giugno 1910 la facoltà accordata al Governo del Re dall'art. 14 dell'anzicennata legge 12 gennaio 1909, n. 12;

Udito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del presidente del Consiglio dei ministri, ministro dell'interno, di concerto coi ministri delle finanze e del tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

I bilanci dei comuni compresi nell'elenco dei danneggiati, compilato in esecuzione dello art. 1° della legge 12 gennaio 1909, n. 12, sono sottoposti, per l'intero periodo di applicazione dei proventi straordinari, stabiliti col successivo art. 2 della detta legge, all'approvazione del Ministero dell'interno, previo parere della Giunta provinciale amministrativa o della prefettura, a seconda delle rispettive competenze, e della Commissione incaricata col R. decreto 18 febbraio 1909, n. 100, di predisporre il riparto dei proventi summenzionati.

Art. 2.

Spetta inoltre al Ministero dell'interno, previ i pareri di cui al precedente articolo:

di approvare le deliberazioni dei Comuni suddetti che riguardino la contrattazione di prestiti, le spese che vincolino i bilanci per oltre cinque anni e i regolamenti dei dazi e delle imposte comunali;

fare d'ufficio le allocazioni necessarie per le spese obbligatorie, a norma dell'art. 213 della legge comunale e provinciale, testo unico approvato con R. decreto 21 maggio 1908, n. 269;

ridurre le spese obbligatorie per proporzionarle alle effettive esigenze dei servizi;

rivedere, ove occorra, e modificare, i ruoli delle tasse locali.

Art. 3.

Le decisioni già emesse dalla Giunta provinciale amministrativa, sui bilanci dello esercizio in corso e le approvazioni della Prefettura terranno luogo dei pareri di cui al precedente art. 1.

Art. 4.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

**Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.**

Dato a Roma, addì 19 maggio 1910.

VITTORIO EMANUELE.

LUZZATTI — TEDESCO — FACTA.

Visto, *Il guardasigilli*: FANI.

---

*Il numero* 285 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III

**per grazia di Dio e per volontà della Nazione**

RE D'ITALIA

Veduta la legge 15 maggio 1910, n. 228, recante provvedimenti per i debiti redimibili;

Veduto il R. decreto 19 maggio 1910, n. 251, col quale sono state approvate le modalità relative all'emissione, al pagamento all'estero ed all'ammortizzazione mediante sorteggio dei titoli del debito redimibile 3 per cento netto, autorizzato con l'art. 1 della summentovata legge;

Ritenuta l'opportunità di provvedere i mezzi per far fronte alle spese ferroviarie e straordinarie considerate nell'art. 3 della legge anzidetta;

Ritenuta la convenienza di anticipare l'emissione di competenza dell'esercizio 1910-911, giusta la facoltà data al ministro del tesoro con l'art. 4 della ripetuta legge, avuto riguardo alle attuali condizioni del mercato ed alla necessità di assicurare al titolo la più larga base di collocamento fin dalla sua prima emissione;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per il tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

È autorizzata la creazione e l'emissione della 1ª e 2ª categoria del debito redimibile 3 per cento esente da ogni imposta presente e futura, composte ciascuna da 350,000 obbligazioni da L. 500 per l'importo di 175 milioni di lire, in conformità alla legge 15 maggio 1910, n. 228, e sotto l'osservanza delle norme stabilite col Nostro decreto 19 stesso mese, n. 251.

Le dette categorie saranno contraddistinte rispettivamente coi nn. ordinali 1 e 2 in cifra romana e le obbligazioni in esse comprese col numero progressivo da 1 a 350,000.

Art. 2.

Le dette obbligazioni saranno emesse colla decorrenza degli interessi dal 1° aprile 1910, e saranno ammortizzate nel periodo di 50 anni a decorrere dal 1° ottobre 1910 mediante estrazioni a sorte da eseguirsi nella 1ª decade del mese di agosto di ciascuno anno con effetto per il rimborso dal 1° ottobre successivo, in base alla tabella di ammortamento annessa al presente decreto, vista, d'ordine Nostro, dal ministro del tesoro, e da servire tanto per la 1ª quanto per la 2ª categoria.

Art. 3.

La quantità dei titoli unitari, summultipli e multipli compresi rispettivamente nelle dette categorie in base ai tipi ammessi dall'art. 2 della legge 15 maggio 1910, n. 228, sarà stabilita per ognuno di essi con decreto del ministro del tesoro.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 9 giugno 1910.

VITTORIO EMANUELE.

TEDESCO.

Visto, *Il guardasigilli:* FANI.

### Tabella di ammortamento

della categoria 1ª di obbligazioni del debito redimibile 3 per cento netto e da servire anche per la 2ª categoria nelle medesime quote.

| Anno | Numero di obbligazioni | Anno | Numero di obbligazioni | Anno | Numero di obbligazioni |
|---|---|---|---|---|---|
| | | *Riporto* . | 67,520 | *Riporto* . | 170,880 |
| 1911 | 3,080 | 1928 | 5,120 | 1944 | 8,240 |
| 1912 | 3,200 | 1929 | 5,280 | 1945 | 8,480 |
| 1913 | 3,280 | 1930 | 5,440 | 1946 | 8,720 |
| 1914 | 3,400 | 1931 | 5,600 | 1947 | 9,000 |
| 1915 | 3,480 | 1932 | 5,760 | 1948 | 9,240 |
| 1916 | 3,600 | 1933 | 5,960 | 1949 | 9,560 |
| 1917 | 3,720 | 1934 | 6,120 | 1950 | 9,840 |
| 1918 | 3,800 | 1935 | 6,320 | 1951 | 10,120 |
| 1919 | 3,960 | 1936 | 6,480 | 1952 | 10,400 |
| 1920 | 4,040 | 1937 | 6,680 | 1953 | 10,760 |
| 1921 | 4,160 | 1938 | 6,920 | 1954 | 11,040 |
| 1922 | 4,280 | 1939 | 7,080 | 1955 | 11,400 |
| 1923 | 4,440 | 1940 | 7,320 | 1956 | 11,720 |
| 1924 | 4,560 | 1941 | 7,520 | 1957 | 12,120 |
| 1925 | 4,680 | 1942 | 7,760 | 1958 | 12,440 |
| 1926 | 4,840 | 1943 | 8,000 | 1959 | 12,800 |
| 1927 | 5,000 | — | — | 1960 | 13,240 |
| *Riporto* . | 67,520 | *Riporto* . | 170,880 | *Totale* . | 350,000 |

Visto, d'ordine di Sua Maestà:
*Il ministro del tesoro*
TEDESCO.

***Il numero 281 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:***

## VITTORIO EMANUELE III

**per grazia di Dio e per volontà della Nazione**

**RE D'ITALIA**

Vista la legge 30 giugno 1908, n. 304;

Visto il R. decreto 18 febbraio 1909, n. 94;

Udito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato, per l'agricoltura, l'industria e il commercio;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

La Direzione generale delle acque, foreste, bonificamenti e domani si denominerà: « Direzione generale delle acque e foreste e dei servizi zootecnici ».

Art. 2.

La ripartizione dei servizi fra le due Direzioni generali, di cui all'art. 1 del R. decreto anzidetto, è la seguente:

La Direzione generale dell'agricoltura comprende:

*a*) i servizi delle industrie agrarie;

*b*) l'ufficio della statistica agraria;

*c*) l'ispettorato del bonificamento agrario e della colonizzazione;

*d*) la divisione della Legislazione agraria.

La Direzione generale delle acque e foreste e dei servizi zootecnici comprende:

*a*) la divisione dei servizi forestali e delle miniere;

*b*) l'ufficio delle acque;

*c*) i servizi zootecnici.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 maggio 1910.

VITTORIO EMANUELE.

LUZZATTI — RAINERI.

Visto, *Il guardasigilli*: FANI.

## MINISTERO DEL TESORO

### Direzione generale del Debito pubblico

*Rettifica d'intestazione* (1ª pubblicazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 3.75 0/0 cioè: n. 592,962 d'inscrizione sui registri della Direzione generale per L. 60, al nome di Bassi *Maria* fu Ernesto, minore, sotto la patria potestà della madre *Dassi* Virginia fu Angelo, vedova Bassi Ernesto, domiciliata in Monza (Milano), fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Bassi *Mario* fu Ernesto, minore, sotto la patria potestà della madre *Dossi* Virginia fu Angelo, vedova Bassi Ernesto, domiciliato in Monza (Milano), vero proprietario della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 9 giugno 1910.

*Per il direttore generale*
GARBAZZI.

*Rettifica d'intestazione* (1ª pubblicazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 3.75 0[0, cioè: n. 134,563 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 712,962 del già consolidato 5 0[0) per L. 210, al nome di Depaoli Maria, *Enrico*, *Matilde* e Gerolamo fu Gerolamo, minori, sotto la patria potestà della madre Figone Catterina, domiciliati in Chiavari (Genova), fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Depaoli Maria, *Angelo-Enrico-Giovanni-Battista*, *Maria-Clotilde* e Gerolamo ecc., (come sopra), veri proprietari della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 9 giugno 1910.

*Per il direttore generale*
GARBAZZI.

*Rettifica d'intestazione* (2ª pubblicazione).

Si è dichiarato che la rendita del consolidato 3.75 - 3.50 0[0 numero 310,112 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 1,163,051 del già consolidato 5 0[0) per L. 600-560,

al nome di Asquer *Giuseppe* fu Gavino, minore, sotto la patria potestà della madre donna Clementina Manca di Nissa di Carlo, vedova di Gavino Asquer, domiciliato in Cagliari, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all' Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Asquer *Giuseppa* fu Gavino, minore, ecc..... come sopra, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 30 maggio 1910.

*Per il direttore generale*
GARBAZZI.

**Direzione generale del tesoro (*Divisione portafoglio*).**

**Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 11 giugno, in L. 100.45.**

## MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

### Ispettorato generale dell'industria e del commercio

**Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e il Ministero del tesoro (*Divisione portafoglio*).**

10 giugno 1910.

| CONSOLIDATI | Con godimento in corso | Senza cedola | Al netto degl' interessi maturati a tutt' oggi |
|---|---|---|---|
| 3 3/4 % *netto* .... | 106,27 19 | 104,40 19 | 104,60 88 |
| 3 1/2 % *netto* .... | 105,94 37 | 104,19 37 | 104,38 68 |
| 3 % *lordo* ....... | 72,20 83 | 71,00 83 | 71,74 25 |

# CONCORSI

## MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

### IL MINISTRO

Veduto il regolamento generale universitario approvato col R. decreto 21 agosto 1905, n. 638;

Veduto il regolamento approvato con il R. decreto 20 agosto 1909, n. 703;

**Decreta:**

È aperto il concorso per professore straordinario alla cattedra di storia antica nella R. Università di Padova.

I concorrenti dovranno far pervenire a questo Ministero la loro domanda in carta bollata da L. 1.20 non più tardi del 7 ottobre 1910, e vi dovranno unire:

*a*) un'esposizione, in carta libera e in cinque copie, della loro operosità scientifica ed eventualmente didattica;

*b*) un elenco, in carta libera e in sei copie, dei titoli e delle pubblicazioni che presentano;

*c*) i loro titoli e le loro pubblicazioni; queste ultime, possibilmente, in cinque esemplari.

Sono ammessi soltanto lavori pubblicati e fra questi dev'esservi almeno una memoria originale concernente la disciplina che è oggetto della cattedra messa a concorso.

I concorrenti che non appartengono all'insegnamento o all'Amministrazione governativa, devono inoltre presentare il certificato penale di data non anteriore di oltre un mese a quella del presente avviso, ed il certificato di nascita debitamente legalizzato.

Non sarà tenuto conto delle domande che perverranno dopo il giorno stabilito, anche se presentate in tempo utile alle autorità scolastiche locali od agli uffici postali o ferroviari, e non saranno neppure accettate, dopo il giorno stesso, nuove pubblicazioni o parti di esse e qualsiasi altro documento.

Roma, 4 giugno 1910.

*Il ministro*
2 CREDARO.

### IL MINISTRO

Veduto l'art. 12 dello statuto organico della R. Scuola navale superiore di Genova approvato col R. decreto 26 luglio 1891, n. 480;

Veduto il regolamento generale universitario approvato col R. decreto 21 agosto 1905, n. 638;

Veduto l'art. 28 della legge 19 luglio 1909, n. 496;

Veduto il regolamento approvato col R. decreto 20 agosto 1909, n. 703;

**Decreta:**

È aperto il concorso per professore ordinario alla cattedra di costruzione delle macchine e caldaie a vapore in generale, con applicazioni speciali ai macchinari navali e con disegno, nella Regia Scuola superiore navale di Genova, con l'annuo stipendio di L. 7000.

I concorrenti dovranno far pervenire a questo Ministero la loro domanda in carta bollata da L. 1.20 non più tardi del 10 ottobre 1910, e vi dovranno unire:

*a*) un'esposizione, in carta libera e in cinque copie, della loro operosità scientifica ed eventualmente didattica;

*b*) un elenco, in carta libera e in sei copie, dei titoli e delle pubblicazioni che presentano;

*c*) i loro titoli e le loro pubblicazioni; queste ultime, possibilmente, in cinque esemplari.

Sono ammessi soltanto lavori pubblicati e fra questi dev'esservi almeno una memoria originale concernente la disciplina che è oggetto della cattedra messa a concorso.

Potranno altresì essere presentate raccolte di tavole, modelli, disegni e lavori grafici in genere.

I concorrenti che non appartengono all'insegnamento o all'Amministrazione governativa, devono inoltre presentare il certificato penale di data non anteriore di oltre un mese a quella del presente avviso ed il certificato di nascita debitamente legalizzato.

Non sarà tenuto conto delle domande che perverranno dopo il giorno stabilito, anche se presentate in tempo utile alle autorità scolastiche locali od agli uffici postali o ferroviari; e non saranno neppure accettate, dopo il giorno stesso, nuove pubblicazioni o parti di esse e qualsiasi altro documento.

Roma, 6 giugno 1910.

*Il ministro*
2 CREDARO.

## IL MINISTRO

Veduto il regolamento generale universitario approvato col R. decreto 21 agosto 1905, n. 638;

Veduto il regolamento approvato con R. decreto 20 agosto 1909, n. 703;

**Decreta:**

È aperto il concorso per professore straordinario alla cattedra di clinica psichiatrica nella R. Università di Torino.

I concorrenti dovranno far pervenire a questo Ministero la loro domanda in carta bollata da L. 1.20 non più tardi del 10 ottobre 1910, e vi dovranno unire:

*a*) un'esposizione, in carta libera e in cinque copie, della loro operosità scientifica ed eventualmente didattica;

*b*) un elenco, in carta libera e in sei copie, dei titoli e delle pubblicazioni che presentano;

*c*) i loro titoli e le loro pubblicazioni: queste ultime, possibilmente, in cinque esemplari.

Sono ammessi soltanto lavori pubblicati e fra questi dev'esservi almeno una memoria originale concernente la disciplina che è oggetto della cattedra messa a concorso.

I concorrenti che non appartengono all'insegnamento o all'Amministrazione governativa, devono inoltre presentare il certificato penale di data non anteriore di oltre un mese a quella del presente avviso, ed il certificato di nascita, debitamente legalizzato.

Non sarà tenuto conto delle domande che perverranno dopo il giorno stabilito, anche se presentate in tempo utile alle autorità scolastiche locali od agli uffici postali o ferroviari, e non saranno neppure accettate, dopo il giorno stesso, nuove pubblicazioni o parti di esse e qualsiasi altro documento.

Roma, 6 giugno 1910.

*Il ministro*
CREDARO.

---

CONCORSO a posti di studio nei convitti nazionali pei figli d'insegnanti di scuole medie e pei figli d'impiegati dei convitti stessi.

In esecuzione del R. decreto 1° agosto 1889, n. 6325 è aperto il concorso pel conferimento dei seguenti posti gratuiti e semigratuiti vacanti nei convitti nazionali:

Bari, uno gratuito.
Cagliari, due semigratuiti.
Catanzaro, uno gratuito ed uno semigratuito.
Novara, uno semigratuito.
Teramo, uno semigratuito.
Venezia, due gratuiti.

Il concorso è per titoli.

I giovani che vogliono prendervi parte dovranno, non più tardi del 30 giugno corrente, inviare al Ministero, per mezzo della presidenza del Consiglio provinciale scolastico della Provincia in cui risiedono, una regolare domanda, accompagnata dai documenti qui sotto indicati:

*a*) attestato di essere figli od orfani d'insegnanti di scuole secondarie, i quali abbiano esercitato, o esercitino, l'ufficio in Istituti governativi; oppure figli od orfani d'impiegati dei Convitti nazionali, che abbiano nomina Regia o Ministeriale;

*b*) fede di nascita da cui risulti che il giovane, a tutto il mese di settembre dell'anno in corso, abbia non meno di sei anni compiuti di età, nè più di dodici, eccetto che già non si trovi in qualche Convitto pubblico;

*c*) attestato di vaccinazione;

*d*) attestato di sana costituzione fisica;

*e*) attestato di buona indole e disposizione agli studi, rilasciato dal direttore della scuola, o, se l'aspirante non è alunno di scuola pubblica, dal sindaco;

*f*) attestato del sindaco sulle condizioni economiche della famiglia con indicazione del numero delle persone che la compongono e delle imposte che essa paga annualmente allo Stato, alla Provincia, al Comune;

*g*) dichiarazione dei genitori, o di chi ne tiene legalmente le veci, che il giovane si trova in grado di fare all'Amministrazione del convitto il deposito prescritto dal regolamento interno da rinnovarsi ogni volta che occorra, per le spese personali ed accessorie, ed ottenendo un posto semigratuito, di pagare all'Istituto annualmente la differenza dell'ammontare della retta.

Fra i giovani che saranno dichiarati eleggibili dalla Commissione nominata dal Ministero, a senso dell'art. 3 del R. decreto 1° agosto 1889, si darà la preferenza, pel conferimento dei posti vacanti, tenuto conto della relativa condizione economica dei candidati e delle loro famiglie:

1° agli orfani di padre e madre;

2° agli orfani di un solo genitore;

3° ai figli degli ufficiali resi inabili per età o per salute al lavoro, o a quelli indicati per altre ragioni di famiglia meritevoli di speciale considerazione;

4° ai figli degli ufficiali che nell'esercizio del loro magistero si segnalarono nell'istruzione ed educazione dei giovani.

I vincitori del concorso godranno il posto nel convitto nazionale fino al termine degli studi secondari a condizione che tengano sempre buona condotta, diano prove costanti di applicazione e profitto, e superino lodevolmente i prescritti esami annuali sia di promozione, sia di licenza.

Non si terrà conto delle istanze presentate dopo trascorso il 31 luglio non corredate di tutti i documenti richiesti.

Il Ministero si riserva, sulla proposta della detta Commissione, di assegnare i posti vacanti nei singoli convitti.

Coloro che rifiuteranno il posto gratuito o semigratuito loro offerto perderanno ogni diritto rispetto al presente concorso.

I posti di risulta saranno conferiti, *ad annum*, ai sensi delle disposizioni dell'art. 83 del regolamento 18 dicembre 1898, sui convitti nazionali.

Roma, 7 giugno 1910.

*Il ministro*
2 CREDARO.

---

# PARTE NON UFFICIALE

## PARLAMENTO NAZIONALE

### SENATO DEL REGNO

**RESOCONTO SOMMARIO — Venerdì, 10 giugno 1910**

*Presidenza del presidente* MANFREDI.

La seduta è aperta alle ore 15.

ARRIVABENE, segretario. Dà lettura del processo verbale della seduta precedente, il quale è approvato.

*Presentazione di una relazione.*

FINALI, presidente della Commissione di finanze. Presenta la relazione al disegno di legge:

« Provvedimenti a favore dei danneggiati dal terremoto nelle provincie di Avellino e di Potenza ».

*Dichiarazione del senatore Mazziotti.*

MAZZIOTTI. Essendo stato ieri, nella votazione per la nomina di due componenti della Commissione di finanze, proclamato il ballottaggio fra il senatore Pedotti e l'oratore, dichiara di declinare la candidatura, pregando i colleghi di raccogliere i loro suffragi sul nome dell'illustre senatore Pedotti.

*Commemorazione del senatore Pietro Compagna.*

PRESIDENTE. Onorevoli colleghi!

Abbiamo il doloroso annunzio della morte del senatore Pietro Compagna, avvenuta ieri in Napoli. Nato il 5 dicembre 1831 in Corigliano Calabro di quella baronale famiglia, che già aveva pagato con il sangue di due de' suoi l'amore della libertà, ebbe questa in cuore ei pure e fu cospiratore per la patria a cominciare dagli anni giovanili. Senno poi, coltura di mente, ricchezze, amicizie, tutto impiegò a preparare il moto italiano, collegandovi nel segreto la Provincia al centro napoletano.

Del Compagna e del Guzzolini e del Morelli si compose il Comitato rivoluzionario in accordo con i liberali di Catanzaro e di Basilicata. L'occhio su loro teneva la polizia borbonica e ne'primi del 1860 non potè il Compagna scampare al carcere ed al domicilio forzoso datogli in Amalfi. Ma, suonata l'ora dell'insorgere, egli stesso fu ed il suo Comitato con pochi armati a fugare dalla Provincia un corpo borbonico di tremila uomini sì audacemente da meritare al valore calabrese l'ammirazione di Garibaldi nel suo passaggio per Cosenza.

Liberata la Calabria Citeriore, Pietro Compagna le fu dato governatore; ma rifiutò l'ufficio, come rifiutò quello offertogli di consigliere di Stato. Pago di aver servito la patria, nulla ambì, nulla per sè volle. Nel 1861 il Governo gli commise un'ispezione sulle condizioni agricole, industriali e commerciali di quella Provincia calabrese; e questa adempì per far conoscere i bisogni, cui provvedere. Di altro gratuitamente si occupò per il bene pubblico.

I meriti politici, l'onestà della vita, l'amabilità del carattere e la cortesia delle maniere, gli procacciarono la stima e l'affetto dei conterranei, il favor popolare, i voti degli elettori di Rossano, e fu per quel collegio alla Camera, nell'ottava legislatura, alla proclamazione del Regno d'Italia. Senatore dal 15 novembre 1874, fu veduto poco fra noi, circondato da amore e riverenza. Ora la nostra venerazione si porta sulla sua tomba; e le nostre condoglianze, che ho già rivolte alla vedova illustre, dicano al superstite nipote barone Francesco, altro collega nostro amato, quanta viva parte prende il Senato al suo lutto (Approvazioni).

BARRACCO GIOVANNI. Dopo la splendida commemorazione dell'eccellentissimo nostro presidente, a me null'altro resterebbe da aggiungere intorno alle benemerenze politiche dell'estinto. Ma non mi dà l'animo di lasciar chiudere quella tomba senza una parola di rimpianto, senza una lacrima da parte mia.

A Pietro Compagna mi strinsero vincoli di amicizia fraterna, e durante la sua lunga e bene spesa vita, ebbi mille occasioni di ammirarne l'indole generosa, liberale ed equanime.

Fummo colleghi nel primo Parlamento italiano dal 1861 al 1865, e in quest'ora luttuosa mi si schierano innanzi gli anni vissuti insieme a Torino, nella più dolce ed intima dimestichezza, e l'assalto delle memorie mi strazia il cuore e mi vieta di continuare.

Oggi è scomparso uno dei più modesti, ma più operosi e devoti figli d'Italia. Vogliate, onorevoli colleghi, mandare, per mezzo dell'ottimo nostro presidente, le condoglianze dell'Alto Consesso alla virtuosa vedova sconsolata ed ai figli (Vive approvazioni).

DE CESARE RAFFAELE. Amico ed estimatore di Pietro Compagna, si associa con viva commozione alle nobili parole dette dal presidente e dal senatore Giovanni Barracco.

Ricorda che il Compagna fu uno dei più operosi cospiratori per l'unità d'Italia; e a tal proposito legge al Senato una breve lettera che il Compagna scrisse nel 1859 a Donato Morelli, lettera che è una rivelazione del suo acume politico e della sua fede nei destini d'Italia.

Prega il Senato di voler manifestare le sue condoglianze alla città di Corigliano, ove nacque l'esimio cittadino.

Conclude rilevando che il senatore Compagna lascia un altissimo esempio di abnegazione, di correttezza nella vita e di carattere morale. Onore alla sua memoria! (Vive approvazioni).

RAINERI, ministro di agricoltura, industria e commercio. A nome del Governo, si associa con animo riverente alla commemorazione del senatore Pietro Compagna (Bene).

(Le proposte dei senatori Barracco e De Cesare sono approvate).

*Approvazione di disegni di legge.*

Letti dal senatore, segretario, ARRIVABENE, sono approvati, senza discussione, i seguenti disegni di legge:

Maggiori e nuove assegnazioni e diminuzioni di stanziamento in alcuni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero di grazia, giustizia e dei culti per l'esercizio finanziario 1909-910 (N. 241);

Autorizzazione di maggiori assegnazioni e diminuzione negli stanziamenti di alcuni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero dei lavori pubblici per l'esercizio finanziario 1909-910, e disposizioni varie relative al bilancio medesimo (N. 218);

Maggiori assegnazioni per L. 390,000 in alcuni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero della pubblica istruzione per l'esercizio finanziario 1909-910 (N. 243);

Maggiori e nuove assegnazioni e diminuzioni di stanziamento ad alcuni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero della pubblica istruzione per l'esercizio finanziario 1909-910 (N. 244);

Aumento del limite massimo delle annualità per le pensioni di autorità al personale dipendente dal Ministero della guerra per l'esercizio finanziario 1909-910 (N. 226).

*Votazione a scrutinio segreto.*

FABRIZI, segretario. Procede all'appello nominale per la votazione di ballottaggio per la nomina di un componente nella Commissione di finanze, e per la votazione a scrutinio segreto dei disegni di legge, oggi approvati per alzata e seduta.

Le urne rimangono aperte.

Seguito della discussione del progetto di legge: « Convenzione internazionale di Berna del 26 settembre 1906 per l'interdizione dell'impiego del fosforo bianco nella industria dei fiammiferi » (N. 75).

PRESIDENTE. Ricorda che nella seduta del 13 maggio scorso fu già iniziata la discussione generale sul disegno di legge per l'applicazione della convenzione internazionale di Berna del 26 settembre 1906 per l'interdizione dell'impiego del fosforo bianco nell'industria dei fiammiferi.

Dà facoltà di parlare al senatore Grassi.

GRASSI. L'Associazione sorta a Basilea nel 1901 per la protezione dei lavoratori si propose fin da principio l'abolizione del fosforo bianco.

L'Italia aderì alla proposta abolizione, sia perchè credè che il fosforo bianco potesse essere sostituito da altro processo, sia perchè ritenne che producesse danni alla salute dei lavoratori, e firmò la convenzione di Berna del 1906.

Enumera gli Stati che firmarono quella convenzione, per notare che vi presero parte quelli che non usavano o avevano già abolito l'impiego del fosforo bianco nella fabbricazione dei fiammiferi.

Egli crede che la convenzione ora sottoposta all'approvazione del Parlamento prepari seri guai ad un industria fiorente.

Accenna agli inconvenienti dei fiammiferi così detti igienici, rilevando che è da temere che nelle paste che si vogliono impiegare in sostituzione del fosforo bianco, abbia una parte importante il piombo, il quale può produrre avvelenamento.

Si è occupato di proposito dell'industria dei fiammiferi dal lato igienico.

Suggestionato, anch'egli credeva alla possibilità di danni alla salute dei lavoratori, ma dopo gli studi e le ricerche che egli fece sembra che la necrosi da fosforo sia prodotta da un microbo infettivo.

I risultati a cui egli giunse furono quasi identici a quelli del prof. Pieraccini.

Certo è che i casi di necrosi da fosforo sono in Italia molto rari

Contro i dati statistici da lui pubblicati, fu opposto che la memoria dei casi si può col tempo cancellare e che quindi la sua statistica poteva non essere completa.

Egli però trova sconveniente ciò che contro la sua relazione sull'argomento è stato scritto in una pubblicazione del Ministero di agricoltura, mentre i risultati delle sue ricerche vengono ogni giorno riconfermati da ogni parte.

Dimostra che non è scientificamente provata l'esistenza del fosforismo cronico, e ricorda la discussione e i voti fatti nei Congressi di Milano e di Firenze sulle malattie del lavoro.

Accenna ad un pro-memoria mandato dalle fabbriche riunite dei fiammiferi al direttore dell'Ufficio del lavoro, nel quale si asserisce che l'industria dei fiammiferi al fosforo bianco non è insalubre, e che non vi sono ragioni sufficienti per consigliare l'abolizione dell'uso del fosforo bianco; solo se tutte le altre nazioni convenissero di abolirlo, l'Italia potrebbe aderire, permettendone tuttavia, con le debite cautele, l'uso pei fiammiferi destinati all'esportazione.

Rileva che le informazioni del Ministero al riguardo non collimano con quanto è esposto nell'accennato pro-memoria, come apparisce dalla relazione ministeriale che accompagna il disegno di legge. Desidera quindi avere una spiegazione in proposito dall'onorevole Di San Giuliano.

E la convenzione gli sembra strana, perchè con essa l'Italia assume un grande impegno, che potrebbe compromettere un'industria rimunerativa, mentre le altre nazioni non assumono a loro volta alcun onere.

Per effetto di questa convenzione l'Italia si vincola senza alcun compenso, senza che la Francia nemmeno estenda all'Algeria il divieto dell'uso del fosforo bianco.

Crede di aver dimostrato che i danni prodotti dall'uso del fosforo bianco nell'industria dei fiammiferi non sono accertati scientificamente. La scienza conosce una sola malattia prodotta dall'uso del fosforo bianco, la necrosi da fosforo, malattia rarissima. Non può quindi credere che si voglia giungere sino alla soppressione dell'industria dei fiammiferi al fosforo bianco, con gravissimo danno dei numerosi operai che vi sono impiegati.

Concludendo propone la sospensiva; invita il ministro a fare eseguire la ispezione degli opifici, a valersi dell'opera del Consiglio superiore di sanità, e a fare nuovi studi sulla questione nei riguardi economici.

Invita infine il ministro a ritirare il documento n. 175 e ad ordinare che sia emendato.

L'oratore, quando avrà sottocchi un documento, dall'esame del quale possa essere convinto della opportunità di dover approvare la convenzione, e quando vedrà che vi siano ragioni gravi che ne consiglino l'approvazione, non avrà difficoltà di dare il suo voto favorevole (Bene).

BOZZOLO. Crede di dover aggiungere qualche osservazione a quelle del senatore Grassi, perchè da molti anni dirige la clinica medica di Torino, nelle vicinanze della quale esistono importanti fabbriche di fiammiferi.

Non fece indagini personali, ma può affermare che vi è un contrasto fra il criterio tossicologico e il criterio clinico in questa materia.

C'è un vero fosforismo cronico che è conseguenza di uno stadio acuto del male, come ad esempio nei casi di avvelenamento per lo più a scopo suicida; ed è pure indubitato che anche piccole dosi di fosforo producono effetti dannosi, ciò che si è constato mediante esperimenti sugli animali.

Tuttavia, mentre gli operai addetti alle fabbriche di fiammiferi vivono in ambienti saturi di fosforo, egli non ha mai osservato un solo caso nè leggero nè grave di fosforismo cronico in questi operai (Impressione).

Ne domandò anche ad illustri scienziati, fra gli altri al senatore Cardarelli, ma tutti gli risposero di non averne mai constatati e di credere che vi sia almeno molta esagerazione.

Perciò è d'avviso che se l'abolizione del fosforo bianco non dovesse produrre alcun danno dal punto di vista economico, potrebbe essere approvata; ma in caso diverso egli non sarebbe dello stesso avviso.

Ritiene sia utile un'inchiesta, e crede potrebbe farsi in poco tempo e con poca spesa, rivolgendosi ai clinici delle regioni ove esistono le fabbriche.

Conclude associandosi al senatore Grassi nella proposta di sospensiva. (Bene).

BODIO, relatore. Esporrà gli argomenti che hanno indotto la Commissione per i trattati internazionali a proporre l'approvazione della convenzione.

Ricorda che il Ministero presentò un questionario ad illustri scienziati, che risposero essere opinione stabilita che dal fosforo bianco possono derivare gravi perturbamenti alla salute degli operai.

Soggiunge che in Francia, e specialmente a Parigi, molti operai simularono il fosforismo e perciò fu necessaria una indagine accurata: in seguito alla quale la simulazione fu scoperta, e da ciò seguì da parte degli scienziati una naturale diffidenza, per cui fu diminuita l'importanza reale di questa malattia.

Osserva che in Francia da parecchi anni non si usa più il fosforo bianco e che inoltre vi si adottano le precauzioni più diligenti per la salute degli operai.

Aggiunge che il Teleky eseguì un'inchiesta accurata nell'Austria, riscontrando un numero notevole di casi di fosforismo.

All'opinione prevalente degli scienziati devono aggiungersi i voti del Congresso di Milano del 1906 e di quello di Firenze del 1909, entrambi per l'abolizione dell'uso del fosforo bianco.

Nè è privo d'importanza il fatto che altre nazioni abbiano sentito il bisogno di stringersi col reciproco impegno di interdire l'uso del fosforo bianco nella fabbricazione dei fiammiferi.

Rileva che la Commissione per i trattati giunse alla conclusione di proporre l'approvazione di questa convenzione, dopo aver chiesto ed ottenuto schiarimenti dai Ministeri di agricoltura e degli esteri.

Accenna alle conferenze internazionali da cui uscì la convenzione che ora è innanzi al Senato.

Esamina poi le obiezioni del senatore Grassi dal punto di vista economico; e rileva che la riduzione del numero delle fabbriche è già un fatto che si sta verificando, e per ragioni estranee all'abolizione dell'uso del fosforo bianco.

Non crede serio il pericolo che siano gettati sul lastrico degli operai, perchè saranno ben pochi quelli che dovranno cessare dal lavoro per effetto di questa convenzione, ed essi ben potranno trovare altre occupazioni, dal momento che l'attuale loro lavoro non richiede speciali attitudini.

Dimostra che anche il pericolo della concorrenza nella esportazione non è sufficiente per opporsi alla convenzione.

Da ultimo rileva che alcuni fra gli stessi industriali hanno riconosciuto l'importanza delle malattie derivanti dall'uso del fosforo bianco.

Conclude che la Commissione si rimette alla sapienza del Senato (Bene).

DI SAN GIULIANO, ministro degli affari esteri. Dichiara che l'ampio sviluppo di questa discussione così importante, ha convinto l'oratore e il suo collega ministro di agricoltura, industria e commercio della necessità di conferire al riguardo con l'on. presidente del Consiglio, il quale per una improvvisa indisposizione è stato oggi costretto a mettersi in letto (Sensazione).

Prega pertanto il Senato di consentire che il seguito di questa discussione sia rinviato ad una prossima seduta.

GRASSI. Consente nel rinvio della discussione.

PRESIDENTE. Pone ai voti il rinvio.

(È approvato).

*Chiusura di votazione.*

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la votazione a scrutinio segreto.

I senatori segretari procedono alla numerazione dei voti e i senatori scrutatori allo spoglio delle schede.

Discussione del disegno di legge: « Autorizzazione di una maggiore assegnazione di L. 1,700,000 sul bilancio della marina per l'esercizio finanziario 1909-910 per la spedizione militare in Cina » (N. 220).

ARRIVABENE, segretario. Dà lettura del progetto di legge.

PRESIDENTE. Dichiara aperta la discussione.

VIGONI GIUSEPPE. Davanti l'ingente spesa richiesta per la occupazione italiana in Cina, spesa che nel complesso deve ora salire a circa una ventina di milioni, gli parve utile fare uno studio speciale della questione, e gli sembra doveroso oggi richiedere qualche schiarimento, perchè è in lui radicata la convinzione che il sacrificio, forzatamente sostenuto dal Ministero della marina, non sia interpretato e usufruito da un altro Ministero, con i giusti criteri che lo renderebbero fecondo di utile morale e materiale per l'Italia.

Egli ha grande fiducia nell'attuale ministro degli affari esteri, che, con amore, si è dedicato da lunga pezza allo studio delle questioni coloniali; il ministro saprà trarre dal passato gli ammaestramenti per i provvedimenti che ora sono necessari.

Riassume la storia della occupazione militare in Cina, e mette in confronto quanto già hanno fatto le altre nazioni, affermandosi come grandi potenze, collo stato attuale del territorio occupato dall'Italia, che è molto misero riguardo all'agricoltura ed al commercio; tanto che l'Italia è considerata dagli indigeni come l'ultimo dei paesi europei, ed il popolo italiano è ritenuto per inetto o pitocco.

È vero che è minima l'iniziativa privata italiana per le imprese all'estero, ma d'altra parte essa è sfiduciata.

Su tale argomento di grande importanza il Governo dovrebbe rivolgere la sua attenzione.

Ricorda le promesse fatte dal ministro Tittoni, il quale dichiarò di accettare la proposta dell'oratore della compilazione di un manuale di geografia coloniale e di storia delle colonizzazioni, a cui avrebbe cercato di dare la maggiore diffusione. La spesa per il manuale è stata fatta, ma esso è passato agli archivi, mentre avrebbe potuto già da cinque anni giovare molto agli italiani.

A dimostrare poi che il Governo non si interessa e non aiuta con energia le iniziative private, cita il fatto d'una domanda che aspetta ancora risposta dal 1901, presentata da un fabbricante di mattoni per la cessione di un appezzamento della concessione in Cina, aggiungendo che, qualora fosse stata accolta, avrebbe potuto recare beneficio alla concessione.

Afferma che il germe dello sviluppo delle colonie italiane è soffocato dal Governo e la concessione italiana in Cina, che poteva essere privilegiata, è rimasta sterile e fuori del grande traffico commerciale, anche per la costruzione, sul fiume, di un ponte con grossi pilastri che impediscono il passaggio dei vapori.

Intanto l'Italia e l'Austria sono le sole potenze che si danno il lusso di un amministratore delle concessioni.

Nota che ciò che ha detto è l'esponente dell'indirizzo della Consulta in materia coloniale nel passato; ma spera in un indirizzo nuovo per l'avvenire, più elevato, pratico e dignitoso, specialmente per opera del presente ministro degli affari esteri (Approvazioni).

PIERANTONI. Ricorda che egli fece già una breve storia delle relazioni dell'Europa con la Cina.

Domanda: dal 1866 in poi quali sono state le forze attive od operose dell'Italia per l'espansione in Cina?

Rileva i caratteri della popolazione cinese ed osserva che gli europei nel 1901 provocarono la Cina, colpendola nei più grandi e profondi suoi sentimenti specialmente religiosi.

Si recarono grandi offese ai cimiteri, alle tombe, perfino al territorio ove fu sepolto Confucio.

La Cina comincia però ad avere la coscienza che può risorgere; di giorno in giorno sono minacciati i quartieri europei e la rivoluzione fa progressi. Critica anche l'azione dei missionari.

Il territorio concesso all'Italia è stato ritenuto tanto inutile che fu posto in vendita due volte, senza che si trovasse il compratore, ed egli aveva in animo appunto di interpellare il ministro per sapere in forza di quale diritto si volesse procedere a tale vendita.

Conclude che sarebbe tempo di mettere fine all'indirizzo seguito fino ad oggi, che porta ad un dispendio grande, ma inutile, di danaro, e che altri principii, altre idee dovrebbe avere l'Italia nelle questioni coloniali per affermarsi sempre antesignana di libertà e di rispetto verso le nazioni, provvedendo così praticamente ad eliminare il pericolo giallo (Approvazioni).

DI SAN GIULIANO, ministro degli affari esteri. Del quesito posto dal senatore Pierantoni, che ha fatto e che può fare l'Italia per la sua espansione in Cina, dirà poi rispondendo al senatore Vigoni; intanto dichiara che concorda col senatore Pierantoni in questo, che la Cina non può essere territorio di immigrazione, e quindi la nostra occupazione in Cina deve avere esclusivamente indole commerciale.

Non esamina le responsabilità dei fatti del 1901, i quali hanno lasciato una eredità di risentimenti contro gli europei. Tali risentimenti, del resto, sono anteriori a quei fatti.

È vero quello che ha detto il senatore Pierantoni, che oggi in varie parti della Cina comincia a manifestarsi un movimento xenofobo, di cui non può prevedersi tutta la gravità. Ad esso poi si connette un movimento ostile contro la dinastia, che è di origine mancese.

Se tale movimento in senso xenofobo non è isolato, ma è sintomo di un movimento più vasto, ciò fornisce argomento contro la tesi del senatore Pierantoni, avverso al mantenimento dei presidi europei.

L'oratore, sin dai primi giorni che assunse la gestione degli affari esteri, pose mente alla gravità della spesa che si sostiene a tutela della nostra legazione in Cina, e domandò subito per telegrafo al nostro incaricato di affari colà, se credesse possibile una riduzione del presidio, o addirittura il ritiro dell'occupazione; ma l'incaricato di affari espresse contrario avviso.

Prima che il Barilari, nominato ministro in Cina dal suo predecessore, partisse per la sua residenza, ricevette dall'oratore istruzioni di porre tutta la sua attenzione a questo problema. Ed in attesa di un rapporto del Barilari, egli non può pronunciarsi sopra una questione che richiede il più maturo e ponderato esame.

Quanto al conflitto nella competenza passiva di certe spese tra il Ministero degli affari esteri e quello della marina, esso è di tale natura che si risolve in un modo assai semplice; perchè, in ultima analisi, sono i contribuenti che debbono pagare le spese, e poco importa loro nei conti di qual Ministero esse debbano inscriversi.

Non mancherà però di occuparsi della questione, non in conflitto, ma d'accordo col ministro della marina.

Dichiara di considerare con imparzialità la questione dei missionari cristiani in Cina, poichè egli non vede in essa che il lato degli interessi italiani, e non conosce altra merce di esportazione che il patriottismo.

Ammette che vi siano missionari, protestanti o cattolici, i quali, col loro spirito limitato, meritano tutte le censure del senatore Pierantoni, ma ve ne sono anche dei benemeriti; e non devesi dimenticare che furono missionari italiani coloro che introdussero nella Cina la scienza italiana. Bene è vero peraltro che la maggior parte dei missionari non meritano nè lode nè biasimo.

E passa a rispondere al senatore Vigoni.

Lo ringrazia innanzitutto degli elogi che gli ha voluto tributare; elogi che egli riconosce dovuti alla cortesia ed all'amicizia del senatore Vigoni, ed in parte al fatto che egli è ministro da poco, di guisa che il senatore Vigoni non ha avuto ancora motivo di modificare la buona opinione che ha di lui (Si ride).

Anche il senatore Vigoni ha lamentato le condizioni del nostro commercio in Cina, ed ha detto che l'iniziativa privata è scarsa e che il Governo non la incoraggia.

Anche qui bisogna metter le cose a posto con imparzialità e giustizia, poichè si tratta di difendere l'opera dei suoi predecessori che

egli, essendo alla Consulta, ha avuto occasione di riconoscere sempre rivolta a promuovere gli interessi politici ed economici del paese (Bene).

Se l'azione del Governo non è quale si desidererebbe, ciò dipende, non dagli individui, ma da imperfezione di organismi, e dal fatto che il nostro paese ha dovuto lottare contro il disavanzo e provvedere a svariati bisogni; sicchè abbiamo dovuto cercare di conseguire i nostri fini con mezzi tutt'altro che acconci.

Gli altri Governi hanno trovato nell'iniziativa privata e nelle condizioni economiche del paese un ambiente più favorevole del nostro. Le nostre Compagnie di navigazione, le nostre Società industriali e commerciali, i nostri Istituti di credito non avrebbero mai potuto fare quello che hanno fatto le istituzioni congeneri di altre nazioni.

Il Governo può appoggiare l'opera dei privati, ma non può sostituirla.

Rammenta che le floride condizioni del commercio inglese in Cina sono dovute tutte all'iniziativa privata e ad un complesso di fatti favorevoli, per i quali l'Inghilterra potè avere anche un vantaggio cronologico sul commercio degli altri paesi.

Accenna ad un rapporto che egli inviò al Ministero degli affari esteri quando era ambasciatore a Londra, sull'azione dell'Inghilterra in Cina; e ricorda che l'on. Tittoni mandò una circolare alle principali Ambasciate ed alla Legazione in Pechino per conoscere in qual modo i vari Governi europei venissero in aiuto del loro commercio in Cina.

Legge le dichiarazioni che un cinese ebbe a fare ad alcuni russi in Pietroburgo, e nelle quali si accenna alle condizioni indispensabili per l'incremento dei rapporti commerciali russo-cinesi. Afferma che le stesse condizioni sono necessarie per la nostra espansione commerciale in Cina.

Parla dei servizi di navigazione e nota che attualmente giungono fino a Bombay, mentre con le convenzioni provvisorie, recentemente approvate dall'altro ramo del Parlamento, saranno estesi sino a Singapore con aumento di tonnellaggio e di velocità.

Sulla questione degli addetti commerciali il suo convincimento è che questa istituzione possa riuscire o no veramente efficace, a seconda delle persone nominate a tale ufficio, per cui occorre fervore di azione e praticità di criteri.

Sull'argomento non mancò di richiamare l'attenzione del commendator Barilari, che loda per l'abnegazione mostrata accettando di recarsi in tarda età in così lontane regioni. (Commenti).

È convinto della necessità di creare un Istituto di credito italiano in Cina, o almeno di aumentare la potenzialità di alcuno di quelli esistenti. Gli studi e le trattative a tale scopo sono in corso, ma non può oggi determinarne i risultati.

Quanto ai consolati è desideroso di istituirne, ma a patto che concorra un complesso di condizioni che ne assicurino la pratica utilità.

Al senatore Vigoni risponde che terrà conto delle sue osservazioni circa il manuale di geografia, da lui raccomandato alcuni anni fa al Governo.

Viene a parlare del Settlement di Tien-Tsin che fu concesso in affitto all'Italia nel 1902.

Cita un rapporto pervenutogli in questi giorni dal nostro console a Tien-Tsin, ove è detto che tre lotti di terreno sono ivi stati recentemente concessi ad italiani.

Riconosce che quel Settlement ha avuto finora ben poco sviluppo, ma questo, come il mancato appoggio alla iniziativa privata, dipende dall'opinione prevalsa in passato che queste concessioni dovessero aver luogo per legge.

Aggiunge che questo ostacolo è stato poi sormontato, e dice che se tutto un complesso di condizioni concorreranno, potremo nutrire qualche speranza che il nostro Settlement si sviluppi.

Studierà la questione con tutto quello zelo che è suo dovere di porvi; è non solo suo dovere, ma anche suo sentimento essendo convinto che nella fase storica attuale dell'umanità i problemi economici e politici sono intimamente fusi; e che come ai nostri padri sorrise l'ideale della redenzione politica della patria, così noi dobbiamo essere animati dall'ideale non meno nobile del risorgimento economico del nostro paese. (Applausi).

PIERANTONI. Replica osservando che egli parlò della necessità di un'azione diretta ad impedire che noi abbiamo nuove lotte con la Cina.

Afferma che il rispetto religioso è condizione importante per la nostra espansione in quei paesi. Si riserva di tornare sull'argomento.

VIGONI GIUSEPPE. Ringrazia il ministro delle risposte dategli.

Nota che da questo è emersa la giustificazione di quanto egli disse intorno all'ambiente della Consulta; ove fu possibile che per molti anni l'incertezza di una questione giuridica inceppasse la nostra espansione economica e commerciale nella Cina.

Dubita che l'attuale nostro ministro colà sia la persona più idonea all'ufficio, per la sua età e per la sua poca conoscenza del paese, pur essendo pieno di zelo e di abnegazione.

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la discussione.

Il disegno di legge sarà votato domani a scrutinio segreto.

*Risultato di votazione.*

PRESIDENTE. Proclama il risultato della votazione per la nomina di un componente della Commissione di finanze:

| | | |
|---|---|---|
| Senatori votanti | | 115 |
| Maggioranza | | 58 |
| Il sen. Pedotti | ebbe voti | 95 |
| » Mazziotti | » | 14 |
| Schede bianche | | 6 |

Eletto il senatore Pedotti.

Proclama poi il risultato della votazione a scrutinio segreto dei seguenti disegni di legge:

Maggiori e nuove assegnazioni su alcuni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero di grazia e giustizia e dei culti per l'esercizio finanziario 1909-910:

| | |
|---|---|
| Votanti | 113 |
| Favorevoli | 104 |
| Contrari | 9 |

(Il Senato approva).

Approvazione di maggiori assegnazioni e diminuzioni negli stanziamenti in alcuni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero dei lavori pubblici per l'esercizio finanziario 1909-910; e disposizioni varie relative al bilancio medesimo:

| | |
|---|---|
| Votanti | 113 |
| Favorevoli | 101 |
| Contrari | 12 |

(Il Senato approva).

Maggiori assegnazioni per L. 390,000 in alcuni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero della pubblica istruzione per l'esercizio finanziario 1909-910:

| | |
|---|---|
| Votanti | 113 |
| Favorevoli | 101 |
| Contrari | 12 |

(Il Senato approva).

Maggiori e nuove assegnazioni e diminuzioni di stanziamento in alcuni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero della pubblica istruzione per l'esercizio finanziario 1909-910:

| | |
|---|---|
| Votanti | 113 |
| Favorevoli | 99 |
| Contrari | 14 |

(Il Senato approva).

Aumento del limite massimo delle annualità per le pensioni di

autorità al personale dipendente dal Ministero della guerra per l'esercizio finanziario 1909-910:

Votanti . . . . . . . . . . . 113
Favorevoli . . . . . . . . . . 102
Contrari . . . . . . . . . . . 11

(Il Senato approva).

La seduta termina alle 19.

## CAMERA DEI DEPUTATI

RESOCONTO SOMMARIO - Venerdì, 10 giugno 1910

*Presidenza del vice presidente* CARMINE.

La seduta comincia alle ore 14.5.

RIENZI, segretario, legge il processo verbale della seduta precedente, che è approvato.

*Per la morte del senatore Compagna.*

JOELE, annunzia la morte del senatore Compagna ardente patriota e cospiratore, liberale convinto, che fu deputato del collegio di Rossano nell'ottava legislatura.

In nome dell'intera regione, della quale l'estinto fu tanto benemerito, invia un saluto alla memoria di lui e propone che siano inviate le condoglianze della Camera alla famiglia di lui.

DE SETA, sottosegretario di Stato per i lavori pubblici, si associa alle espressioni di onore e di compianto pronunciate dall'on. Joele in memoria del benemerito senatore Compagna, ed alla proposta fatta.

PRESIDENTE, associandosi in nome della Camera ai sentimenti espressi per la perdita dell'illustre patriotta, pone a partito la proposta dell'on. Joele.

(È approvata).

*Comunicazioni del presidente.*

PRESIDENTE, annunzia che il ministro degli affari esteri ha comunicato alla presidenza il seguente telegramma in data di ieri, di S. E. Tittoni, ambasciatore d'Italia a Parigi:

« Nella seduta odierna della Camera alla quale ho assistito, il presidente Brisson ha concluso il discorso col quale ha preso possesso del seggio presidenziale, esprimendo sentimenti di simpatia e di condoglianza verso l'Italia pel terremoto che ne ha colpito alcune regioni. Il presidente del Consiglio Briand, a nome del Governo, si è associato; la Camera ha applaudito ambedue ».

Interprete del pensiero dei colleghi, pregherò l'onorevole ministro degli affari esteri di esprimere la riconoscenza della Camera italiana al Governo ed alla Camera francese (Applausi da tutte le parti della Camera).

*Interrogazioni.*

LUCIANI, sottosegretario di Stato per l'agricoltura, industria e commercio, risponde all'on. Materi circa la costituzione del patrimonio dei Monti frumentari in Basilicata.

Dichiara che del grano, che al demanio dello Stato è dovuto annualmente, nella misura di circa mille ettolitri, è stata fatta una ripartizione fra i vari Monti frumentari.

È ora insorta una vertenza giudiziaria con uno fra i principali contribuenti, che si ricusa di continuare siffatta prestazione. Ma, qualunque sia per essere l'esito di questa il contributo ai Monti frumentari sarà in ogni caso versato integralmente nel termine di dieci anni.

MATERI, fa voti che la vertenza sia risoluta al più presto, e che la concessione del grano avvenga, non già alla fine del decennio, ma subito, senza ulteriori indugi.

LUCIANI, sottosegretario di Stato per l'agricoltura, industria e commercio, rispondendo ad una interrogazione dell'on. Pala sulla questione della « Mutual Reserve », della quale la Camera ebbe ripetutamente ad occuparsi, premette che l'applicazione delle disposizioni del Codice di commercio relative all'obbligo di depositare una quota parte dei premi presso la Cassa depositi e prestiti ha dato luogo a molte difficoltà, specialmente per le Società di assicurazione a premio naturale.

Ad eliminare tali difficoltà il Governo si propone di presentare un disegno di legge che è stato preparato da una autorevole Commissione. Questa ha anche ventilato la proposta di proibire assolutamente le Società a premi naturali siccome quelle che possono dar luogo alle più ingrate sorprese.

Quanto alle eventuali responsabilità, di fronte alla domanda di risarcimento di danni proposta contro lo Stato, e di fronte alla sentenza della Cassazione romana, che dichiara la competenza dell'autorità giudiziaria, osserva che l'Avvocatura erariale, alla quale spetta per legge il patrocinio delle ragioni dello Stato, deciderà se e quali persone, eventualmente responsabili, sia il caso di chiamare in rilievo nel giudizio stesso.

PALA, afferma che, avendo la Cassazione dichiarato la competenza dell'autorità a conoscere dalla domanda per risarcimento di danni proposta contro lo Stato del fallimento della *Mutual Reserve*, la difesa dell'Amministrazione dello Stato ha il dovere di richiamare in rilievo il ministro del tempo, che fu autore del fatto dannoso; poichè è fuori di dubbio che si tratta, nel caso presente, di vera e tipica responsabilità civile.

LUCIANI, sottosegretario di Stato per l'agricoltura, industria e commercio, risponde all'on. Lucifero sulle condizioni della cattedra di agricoltura della provincia di Catanzaro.

Dichiara che per provvedere ai bisogni della regione vennero istituite tre sezioni della cattedra a Paola, Nicastro e Monteleone. Ciò ha reso insufficiente il personale. A tale insufficienza il Ministero ha cercato di provvedere, come gli era possibile, con la nomina di un volontario.

Ha inoltre cercato di provvedere alla deficienza di personale anche per le cattedre di Reggio, Cotrone e Castrovillari, istituendo tre posti di assistenti, due dei quali rimasero però deserti.

Il Ministero studia ora proposte dirette a riordinare e meglio disciplinare per legge tutta questa materia.

LUCIFERO, osserva che è inutile ed anzi dannoso aver creato le sezioni, quando si lasciano così queste come la cattedra principale in Cotrone assolutamente deficienti di personale.

Soprattutto il titolare della cattedra di Cotrone è costretto a consumare tutta la sua attività nella corrispondenza colle sezioni.

Si compiace che il Governo studi nuove provvidenze legislative; ma sarà lieto se intanto provvederà, come è suo dovere, ad eseguire le leggi vigenti.

SPINGARDI, ministro della guerra, risponde all'on. Pais che invoca una pensione vitalizia ai volontari superstiti delle guerre per l'indipendenza italiana.

È dolente di dovere dichiarare, in nome del presidente del Consiglio, che le condizioni del bilancio impediscono di attuare la generosa e nobile proposta, cui accennano gli onorevoli interroganti.

PAIS non può ammettere che le condizioni della finanza non permettano al Governo di compiere un atto di pietà e di giustizia, sovvenendo alla condizione miseranda di moltissimi fra coloro, che hanno dato alla patria i loro anni più belli, offrendo ad essa il proprio braccio ed il proprio sangue (Vivissime approvazioni — Applausi).

Deplora vivamente la risposta del Governo (Benissimo).

DE SETA, sottosegretario di Stato per i lavori pubblici, risponde all'onorevole Bignami, circa il regolamento sulla legge della navigazione interna e la classificazione delle più importanti linee navigabili.

Dichiara che l'argomento è oggetto di studio per parte di una Commissione competente, la quale con grande alacrità attende al proprio compito.

BIGNAMI, prende atto della risposta, raccomandando che si pro-

ceda colla massima sollecitudine, e si cominci dalle opere più importanti, che sono quelle riguardanti la navigazione del Po.

DE SETA, sottosegretario di Stato per i lavori pubblici, risponde all'on. Cutrufelli sul bacino di carenaggio di Messina.

Dichiara che, essendosi rimosse le macerie sovrastanti al macchinario di quel bacino, è stato compilato il progetto per la riparazione del macchinario stesso, pel quale occorrerà una spesa di cinquantamila lire. Le opere e il tempo necessario per rimettere in funzione il bacino potranno determinarsi dopo che sarà stato restaurato il macchinario.

CUTRUFELLI, notando che a torto erasi dapprima affermato che il bacino fosse distrutto, lamenta vivamente che da due anni e il bacino stesso e il macchinario relativo siano lasciati nel più deplorevole abbandono.

Si augura che si prendano finalmente senza ulteriore indugio i provvedimenti necessari perchè il bacino possa nuovamente funzionare.

DI SCALEA, sottosegretario di Stato per affari esteri, risponde all'onorevole Eugenio Chiesa, circa la fondazione di un ospedale per gli italiani in Marsiglia.

Dichiara che, pur non potendo disconoscersi la utilità di una siffatta fondazione, la nostra colonia è stata riluttante a concorrervi, ed ha sottoscritto per somme di poca entità, forse preoccupandosi dell'ingente spesa che sarebbe poi necessaria pel futuro funzionamento di quell'ospedale.

D'altra parte il Governo non può creare un pericoloso precedente costruendo direttamente l'ospedale, mentre (fatta eccezione soltanto per Costantinopoli ove esiste un ospedale italiano fondato fin dai tempi del Governo sardo), si è sempre limitato a concorrere adeguatamente ad integrare l'iniziativa privata.

Esorta l'onorevole interrogante a voler spiegare opera di apostolato presso quella fiorente nostra colonia per stimolarla a fondare l'ospedale con propri mezzi.

Del resto i nostri connazionali che cadano infermi a Marsiglia, non mancano della più intelligente ed affettuosa assistenza sia presso gli ospedali locali, sia per cura di quella Società italiana di beneficenza, sia per iniziativa degli industriali stessi presso cui lavorano i nostri connazionali.

CHIESA EUGENIO, rileva l'importanza di quella numerosissima nostra colonia, e afferma che le autorità consolari dovrebbero spiegare maggiore interessamento per il successo della sottoscrizione iniziata per l'ospedale italiano.

Osserva che in Marsiglia l'assistenza ospedaliera è insufficiente per gli stessi nazionali; il che rende tanto più necessario ed urgente provvedere all'assistenza degli infermi della nostra colonia.

VICINI, sottosegretario di Stato per le poste e i telegrafi, risponde all'on. Eugenio Chiesa sulla franchigia postale accordata alla *Rivista delle comunicazioni*.

Dichiara che tale rivista, che è pubblicata dal Ministero, non fruisce di una vera e propria franchigia postale, ma solo di alcune facilitazioni, che, per semplificazione di servizio, sono state concesse per la corrispondenza, che le viene spedita, purchè sia consegnata aperta agli uffici postali.

CHIESA EUGENIO, dopo aver rilevato il grande numero di pubblicazioni periodiche esistenti presso i vari Ministeri, esprime il timore che l'esenzione concessa alla *Rivista delle comunicazioni* possa creare un pericoloso precedente per altre esenzioni.

Nota poi che, in ogni caso, l'esenzione stessa non potrebbe essere conceduta che per legge.

Non può infine assolutamente consentire che debbano godere della franchigia anche le corrispondenze mandate alla rivista, relative al servizio di pubblicità.

Afferma che una siffatta pubblicazione dovrebbe esser lasciata alla speculazione privata.

*Svolgimento di una proposta di legge.*

BELTRAMI, svolge una proposta di legge per la divisione in due del comune di Arizzano, notando che la proposta è determinata dalla necessità di por termine alla grave rivalità esistente fra le due sezioni del Comune.

SPINGARDI, ministro della guerra, consente, con le consuete riserve, che questa proposta di legge sia presa in considerazione.

(È presa in considerazione).

Seguito della discussione del disegno di legge: « Adozione della ferma biennale ».

DI SALUZZO, relatore, all'art. 7, dà ragione del nuovo testo concordato fra Commissione e Governo, che è il seguente:

« Quando, per maggior rendimento della leva, si prevede una forza media presente alle armi superiore alla forza fissata nella legge di bilancio, il ministro della guerra ha facoltà di lasciare in licenza straordinaria in attesa di congedo illimitato un adeguato numero di reclute di prima categoria designandole in base al numero avuto in sorte nell'estrazione presso i mandamenti. Queste reclute avranno però l'obbligo di prender parte alla prima chiamata della seconda categoria e nell'anno successivo ad un richiamo alle armi per istruzione ».

RICHARD, vuole che, in caso di esuberanza del contingente, siano lasciati in congedo, non i designati dalla sorte, ma coloro, i quali abbiano un grado sufficiente di istruzione militare e si trovino in quelle circostanze di famiglia, che prima della legge del 1907 avrebbero dato loro diritto all'esenzione totale o parziale dal servizio di prima categoria.

Presenta una proposta formale in questo senso (Bene).

MOLINA sostiene l'opportunità di stabilire che la designazione dei soldati da mandarsi in licenza straordinaria sia fatta presso i distretti, all'atto dell'arruolamento, mediante estrazione a sorte; parendogli che sia questo il modo migliore per evitare pericoli di favori e inutili e gravi spese ai Comuni e allo Stato (Bene).

GUICCIARDINI accoglie il nuovo testo concordato per l'articolo settimo; desiderando però che, ove non si approvi la proposta dell'on. Molina, il luogo e le modalità dell'estrazione a sorte si debbano determinare per decreto Reale.

TRAPANESE, a nome anche degli onorevoli Turati, Giulietti, Cabrini, Cutrufelli, Bocconi, Prampolini, Baldi, Cermenati, Morgari, Samoggia, Montemartini, Marangoni, Mancini Ettore, Beltrami, propone che i militari da lasciarsi in congedo siano scelti fra gli appartenenti alle famiglie più bisognose, coi criteri che, per tale scelta, saranno determinati dal regolamento (Bene).

CAVAGNARI si dichiara poco favorevole al sistema del sorteggio, per accordare licenze straordinarie. In ogni modo, poichè furono messe innanzi varie opinioni, crede che si debba affidare al ministro l'incarico di studiare la riforma di questa procedura.

SPINGARDI, ministro della guerra, osserva che le disposizioni dell'articolo in discussione mirano solamente a contenere l'effettivo della forza bilanciata nei limiti prestabiliti: ciò che, d'altra parte, il ministro della guerra può fare con l'espediente dei congedamenti anticipati ammessi dalla legge del reclutamento.

Precisata così la vera portata dell'articolo, dichiara che terrà conto delle raccomandazioni dei diversi oratori, e che accetta la proposta dell'on. Molina, purchè l'estrazione si faccia per mandamento.

MOLINA accetta questa modificazione.

*Presidenza del presidente* MARCORA.

TRAPANESE dichiara di mantenere il suo emendamento.

RICHARD non insiste nella sua proposta, prendendo atto delle dichiarazioni del ministro.

PRESIDENTE mette a partito la proposta dell'on. Molina modificata dal ministro.

(È approvata).

PISTOJA, presidente della Commissione, dichiara che la Commissione non accetta l'emendamento dell'on. Trapanese. (È respinto — Si approvano gli articoli 7, 8 e 9).

PISTOJA, presidente della Commissione, osserva, all'art. 10, che il ministro della guerra domanda, per l'applicazione di questa legge, tre milioni di maggiori spese e la facoltà di destinarne gran parte all'aumento della cavalleria.

Dichiara di essere recisamente contrario a questo criterio, parendogli indispensabile accrescere, invece, la forza della fanteria.

Rileva come le esperienze di guerre recenti e di manovre abbiano dimostrata la poca efficacia della cavalleria; e come, in ogni modo, una proposta simile non trovi la sua sede opportuna in un disegno di legge, che provvede alla riduzione della ferma.

Prega perciò il ministro di tener conto delle sue osservazioni, al fine di mettere l'Italia in condizione non troppo inferiore, per l'arma di fanteria, di fronte allo stato di fatto dell'esercito austriaco.

PAIS-SERRA, dichiara di non poter consentire nelle osservazioni dell'on. Pistoja, essendo convinto che occorra provvedere all'aumento della cavalleria, poichè non è detto che il nostro esercito debba solamente muoversi entro i nostri confini (Approvazioni).

SPINGARDI, ministro della guerra, risponde che la questione di massima sollevata dall'on. Pistoja dovrà essere a suo tempo risoluta in occasione della legge per l'ordinamento dell'esercito; e che occorre intanto provvedere a portare a complemento i quadri e il numero dei cavalli degli squadroni di cavalleria.

(Si approva l'art. 10 ed ultimo del disegno di legge — Si approvano altresì alcune modificazioni di forma a titolo di coordinamento).

Approvazione del disegno di legge: « Provvedimenti pei danneggiati dal terremoto del 1908 ».

DE AMICIS, segretario, ne dà lettura.

(È approvato).

Discussione del bilancio della marina.

DI PALMA, osserva anzitutto che politica estera e politica navale dovrebbero completarsi perchè senza una politica estera decisa e sicura, non può aversi una buona ed efficiente politica navale; e lamenta che la nostra politica estera oscilli fra l'alleanza con le due potenze centrali impostaci specialmente dalle nostre condizioni d'inferiorità militare e l'amicizia con le due potenze occidentali.

Rileva la voce che l'Italia sia riuscita a garentirsi da ogni pericolo in Mediterraneo con la dichiarazione fatta a Berlino, fin dall'epoca della conferenza di Algesiras, che l'Italia, cioè, non si batterebbe contro l'Inghilterra; ed osserva che, come conseguenza di questa nostra politica, non dovrebbe esservi per l'Italia nessun pericolo in Adriatico e nessun pericolo in Mediterraneo.

Purtroppo, però, allo stato di fatto attuale, l'Italia si trova fra due pericoli: quello Mediterraneo e quello Adriatico; nel Mediterraneo, la Francia, di accordo con l'Inghilterra, concentra la sua flotta per fronteggiare l'urto delle due squadre alleate (l'italiana e l'austriaca), e nell'Adriatico, l'Austria prepara la guerra contro l'Italia, in modo formidabile e sicuro.

La recente discussione parlamentare del bilancio della marina francese offre a noi italiani un campo di speciali considerazioni.

Come è noto, in seguito all'*entente* franco-inglese, l'Inghilterra ha richiamato in Atlantico la maggior parte della sua flotta mediterranea, affidando invece alla flotta francese il còmpito di guardare il Mediterraneo. E poichè l'attuale ministro della marina francese aveva distaccato dalla squadra Mediterranea sei corazzate per destinarle alla squadra di Brest, una vivace discussione parlamentare, molto istruttiva per l'Italia, si è impegnata su questo provvedimento del ministro.

Infatti, il relatore del bilancio consacra nella sua relazione, senza infingimenti e sottintesi, che la flotta francese dovrà lottare contro le flotte italiana ed austriaca, piombando sulla flotta italiana, prima che si sia potuto operare il suo congiungimento con la flotta austriaca, donde la necessità che la Francia, fin dal tempo di pace, sia la padrona del Mediterraneo.

Questo è precisamente il concetto informatore dell'attuale preparazione navale della Francia.

Le dichiarazioni del ministro Lapeyrere non hanno fatto che confermare l'obiettivo della flotta francese nel Mediterraneo.

Di più il ministro della marina francese ha assicurato la Camera che Biserta è l'oggetto di tutte le sue preoccupazioni.

Del resto, una conferma positiva dell'obiettivo navale della Francia ci è dato dal tema che le due squadre sono state chiamate a svolgere in Mediterraneo, in questi ultimi giorni, tema che si riferisce al caso di guerra contro la Triplice.

Appare quindi evidente che le acque del Mediterraneo non sono così tranquille e sicure, come generalmente si crede. E questa è la ragione per cui autorevoli giornali tedeschi eccitano l'Italia ad aumentare considerevolmente la flotta, dopo avere eccitato l'altra alleata Austria a mettersi sulla via delle grandi costruzioni navali.

Passando ad esaminare ciò che si va preparando e maturando in Adriatico, afferma che, per supplire all'inferiorità che deriva all'Italia dalla mancanza di basi di operazioni in Adriatico, la flotta italiana dovrebbe essere doppia di quella austriaca.

L'Italia, però, finora non esegue nè la formula ideale di due a uno, nè la formula minima di uno e mezzo a uno. L'Italia esegue appena la formula di uno contro uno.

Inoltre dobbiamo convincerci che una delle cause principali della nostra inferiorità navale sta precisamente nella deplorevole lentezza delle nostre costruzioni.

Abbiamo fatto passare un anno da quando il Parlamento accordò i fondi per le quattro grandi navi, e fin'oggi non ne è ancora iniziata la costruzione sugli scali. In Austria, invece, le Delegazioni debbono ancora accordare i fondi, e la costruzione delle grandi navi è già iniziata.

Ma ciò che più deve preoccupare è il programma navale austriaco che sarà nell'autunno prossimo presentato all'approvazione delle Delegazioni, e del quale già si conoscono le linee generali; cioè, limite massimo di età delle navi 18 o 20 anni; ogni unità da radiarsi sarà automaticamente rimpiazzata da altre due unità; ogni divisione, invece di tre, sarà composta di quattro navi. Nella primavera del 1920 la flotta austriaca dovrà essere composta di 18 grandi corazzate, oltre gli incrociatori.

L'Italia è dunque stretta fra due pericoli: quello Adriatico e quello Mediterraneo. Del primo sono più visibili e più minacciosi i progressi; del secondo già si delinea nettamente l'organizzazione (Commenti e interruzioni all'estrema sinistra).

Che cosa fa l'Italia per fronteggiare tale situazione? Nessuno può seriamente ammettere che l'Italia possa evitare tutti e due i pericoli di guerra: nell'uno o nell'altro mare, la nostra flotta sarà fatalmente chiamata a combattere.

In conseguenza, la nostra marina dovrebbe avere tale efficienza da fronteggiare una delle due eventualità, preferibilmente quella che presuppone un nemico più forte sul mare, poichè la preparazione contro il nemico più forte sarà, naturalmente, sufficiente contro il nemico meno forte.

Perchè questo risultato possa raggiungersi occorre una linea di condotta navale ben definita; non bastano i piccoli e frammentari programmi di costruzioni navali.

La nostra attuale inferiorità navale è dovuta principalmente alla mancanza di un programma.

Le principali nazioni marittime o hanno un programma navale determinato con legge del Parlamento, o hanno una formula navale integratrice della preparazione della guerra sul mare.

L'Inghilterra ha per formula navale « Two Power Standard »: la Francia ha votato recentemente un nuovo programma navale; la Germania ci dà l'esempio mirabile, conseguito con la famosa legge navale del 1900; gli Stati Uniti hanno per formula di costruire due grandi navi da battaglia ogni anno.

L'Italia non ha nè programma, nè formula navale.

Continuare su questa via significherebbe voler compromettere l'avvenire. Poichè non si può essere forti tanto in Mediterraneo come in Adriatico, si eviti almeno di essere deboli ovunque!

Stabilita la linea di politica navale da seguire, occorre anche stabilire il programma navale, che ne deriva; un programma che determini almeno un minimo di forze, al disotto del quale non è possibile andare senza compromettere la sicurezza del paese.

L'Italia non può rimanere passiva ed inerte dinanzi al formidabile programma navale che l'Austria si prepara a presentare all'approvazione delle delegazioni. Alleanze ed amicizie non sono durevoli che ad una condizione: quella di essere forti e preparati alla guerra.

Uno Stato, che persistesse a rimaner debole mentre gli altri raddoppiano i loro armamenti, si esporrebbe ad esser abbandonato dagli Stati alleati e ripudiato dalle nazioni amiche.

Una sola via è aperta dinanzi a noi: si debba la guerra combattere in Adriatico o in Mediterraneo, la marina italiana deve, fin d'ora, aumentare notevolmente la propria efficienza.

Se l'attuale ministro della marina, che è seguito dalla fiducia della Camera e del paese, riuscirà ad ottenere dal Gabinetto di cui fa parte, i fondi occorrenti per un programma navale, positivo ed efficiente, la Camera, sempre concorde in tutte le questioni, che riflettono la difesa nazionale, gli darà il più largo ed incondizionato appoggio.

Il momento è grave; occorre decidersi a tempo, per non pentirsi poi (Vive approvazioni — Molti deputati si congratulano con l'oratore).

MUSATTI, rileva che il presente bilancio prelude ad una nuova domanda di spese straordinarie.

Contro questa eventualità l'oratore crede suo dovere gettar sin d'ora il grido d'allarme.

E poichè la questione ha carattere internazionale, rileva con vivo compiacimento l'opera indefessa che il proletariato internazionale va spiegando, per mezzo de' suoi rappresentanti, nei Parlamenti dei singoli Stati, per resistere alla politica della spesa e delle avventure militari.

Vorrebbe intanto, ma non osa sperarlo, che l'Italia si facesse iniziatrice di una graduale riduzione degli armamenti.

Ed è convinto che uno Stato disarmato troverebbe la sua miglior difesa nella coscienza di tutte le nazioni civili, e nella forza invincibile del popolo stesso.

Non crede probabile nè possibile una guerra coll'Impero austro-ungarico; tanto più se il nostro popolo si asterrà da manifestazioni irredentiste che, mentre contribuiscono ad inasprire i nostri rapporti colla vicina nazione, rendono più grave e malagevole la condizione di chi lotta per la difesa della italianità.

Nota poi che, di fronte all'adozione della ferma biennale per l'esercito, è una ingiustizia mantenere la ferma quadrienale per la marina. Chiede perciò al ministro a qual punto si trovino gli studi per la riduzione della ferma anche nella marina, sull'esempio delle altre nazioni.

Encomia poi vivamente l'onorevole ministro per aver accolto criteri veramente moderni nei rapporti fra l'Amministrazione della marina e gli operai dipendenti.

Si compiace in particolar modo che il ministro abbia consentito a ricevere una rappresentanza di questi operai.

L'onorevole ministro ha lodevolmente fatti propri i provvedimenti a favore dei vecchi operai adottati dal ministro Bettòlo. Sarà ora merito precipuo dell'onorevole ministro togliere ogni residuo di sperequazione e appagare gli altri giusti e modesti desideri di questo personale, superando gli ostacoli frapposti dalla burocrazia.

Lo incoraggia pure a procedere nella industrializzazione degli arsenali già iniziata dall'on. Bettòlo, ed a migliorare le condizioni dei lavoratori, permettendo loro di costituirsi per gruppi in piccole cooperative di lavoro.

Industrializzando i nostri arsenali e preponendo ad essi tecnici di particolar competenza, afferma esser possibile realizzare notevoli economie.

Pone in guardia il ministro contro l'avidità degli appaltatori. In tal modo molti milioni sottratti oggi alla marina saranno spesi col maggior vantaggio per essa.

Termina auspicando il giorno in cui dai nostri bacini usciranno non strumenti di distruzione, ma navi recanti nei loro fianchi i prodotti del lavoro, simboleggianti sul mare la fraternità dei popoli uniti (Approvazioni — Congratulazioni all'estrema sinistra).

*Presentazione di disegni di legge e di relazioni.*

CIUFFELLI, ministro delle poste e telegrafi, presenta un disegno di legge: « Concorso dello Stato per le feste commemorative del 1911 a Roma e Torino ».

LEONARDI-CATTOLICA, ministro della marina, presenta un disegno di legge per provvedimenti a favore degli ufficiali e sottufficiali macchinisti; e ritira un disegno di legge già presentato in argomento.

CABRINI, presenta la relazione sul disegno di legge: « Istituzione di una Cassa di maternità ».

ALESSIO GIOVANNI, presenta la relazione sul disegno di legge: « Conversione in legge del R. decreto 13 gennaio 1910, n. 73, col quale sono considerati come maestri rurali, fino a contraria disposizione, agli effetti dell'indennità di disagiata residenza, di cui all'art. 67 della legge 15 luglio 1906, n. 383, tutti i maestri dei Comuni danneggiati dal terremoto del 28 dicembre 1908 ».

ABBIATE, presenta la relazione sul disegno di legge: Modificazione dell'art. 2 della legge (testo unico) 10 novembre 1907, n. 818 sul lavoro delle donne e dei fanciulli.

*Votazione segreta.*

DE AMICIS, segretario, fa la chiama.

PRESIDENTE proclama il risultato della votazione segreta sui seguenti disegni di legge:

Adozione della ferma biennale:

Favorevoli . . . . . . . . . 207
Contrari . . . . . . . . . . 14

(La Camera approva).

Provvedimenti pei danneggiati dal terremoto del 1908:

Favorevoli . . . . . . . . . 203
Contrari . . . . . . . . . . 15

(La Camera approva).

*Hanno preso parte alla votazione:*

Abbiate — Abbruzzese — Abignente — Amici Giovanni — Amici Venceslao — Ancona — Angiulli — Aprile — Arlotta — Arrivabene — Artom.

Baccelli Alfredo — Baccelli Guido — Bacchelli — Badaloni — Baldi — Barnabei — Baslini — Battelli — Beltrami — Berenga — Bergamasco — Berlingieri — Berti — Bettolo — Bettoni — Bianchi Leonardo — Bianchini — Bignami — Bizzozero — Bocconi — Bolognese — Bonomi Ivanoe — Brizzolesi — Buonanno — Buonvino.

Cabrini — Caccialanza — Caetani — Calda — Calissano — Callaini — Camagna — Camerini — Campi — Canepa — Cao-Pinna — Capece-Minutolo Gerardo — Caputi — Carcano — Carmine — — Casolini Antonio — Cavagnari — Celli — Cermenati — Cesaroni — Chiesa Eugenio — Ciacci Gaspare — Ciccarone — Ciccotti — Cimorelli — Ciocchi — Ciraolo — Cirmeni — Ciuffelli — Colonna di Cesarò — Conflenti — Cornaggia — Credaro — Cutrufelli.

Da Como — Dal Verme — Danieli — Dari — De Amicis — De Benedictis — De Cesare — Del Balzo — Dell'Acqua — Dell'Arenella — Della Pietra — De Marinis — Dentice — De Seta — De Viti De Marco — Di Bagno — Di Frasso — Di Marzo —

Di Palma — Di Rovasenda — Di Sant' Onofrio — Di Scalea — D'Oria.

Falletti — Fani — Faranda — Fasce — Faustini — Ferri Giacomo — Finocchiaro-Aprile — Fortunati — Fradeletto — Frugoni — Fusco Alfonso — Fusco Ludovico — Fusinato.

Galli — Gallini Carlo — Gallino Natale — Gallo — Gerini — Giovanelli Edoardo — Giuliani — Giulietti — Giusso — Graffagni — Graziadei — Guarracino — Guicciardini.

Joele.

Lacava — Landucci — Larizza — La Via — Leali — Leonardi — Libertini Pasquale — Longinotti — Luciani — Lucifero — Luzzatto Arturo.

Mancini Ettore — Manfredi Manfredo — Mango — Manna — Maraini — Marangoni — Masi Tullo — Materi — Maury — Mazzitelli — Merlani — Messedaglia — Mezzanotte — Milana — Miliani — Modica — Molina — Montauti — Montemartini — Morando — Morelli Enrico — Morelli-Gualtierotti — Morgari — Mosca Gaetano — Mosca Tommaso — Murri — Musatti.

Nava — Negri De Salvi — Niccolini.

Odorico — Orlando Vittorio Emanuele.

Padulli — Pais-Serra — Pala — Pansini — Pavia — Pellerano — Perron — Pistoja — Podestà — Podrecca — Pozzato — Pozzi Domenico — Prampolini.

Raineri — Rampoldi — Rasponi — Riccio Vincenzo — Richard — Ridola — Rienzi — Roberti — Romanin-Jacur — Rondani — Rossi Cesare — Rossi Luigi — Rubini — Ruspoli.

Sacchi — Salandra — Samoggia — Santoliquido — Saporito — Scaglione — Scellingo — Schanzer — Scorciarini-Coppola — Semmola — Sighieri — Solidati-Tiburzi — Squitti — Suardi.

Taverna — Tedesco — Teso — Testasecca — Tinozzi — Torre — Toscano — Trapanese — Treves — Turati.

Valenzani — Valeri — Valli Eugenio — Venditti — Ventura — Venzi — Viazzi — Vicini.

*Sono in congedo:*

Alessio Giulio.
Brunialti.
Calvi — Capaldo — Carugati — Cassuto — Cimati — Coris.
De Bellis.
Faelli — Falcioni.
Girardi.
Incontri — Indri.
Loero — Lucchini.
Malcangi — Margaria — Marzotti — Masi Saverio — Morpurgo.
Nuvoloni.
Pastore — Pecoraro — Pilacci — Pipitone.
Rastelli — Rebaudengo — Rizza — Rizzetti — Romussi — Ronchetti — Rossi Gaetano — Rota Attilio — Roth.
Scalini — Scano — Stoppato.
Visocchi.

*Sono ammalati:*

Agnesi — Aubry.
Bissolati.
Ciartoso — Cipriani-Marinelli.
Ginori-Conti.
Marsengo-Bastia — Matteucci — Medici — Mirabelli.
Papadopoli.
Tovini.

*Assenti per ufficio pubblico:*

Daneo.
Martini.
Rava.
Sanjust.

*Interrogazioni e interpellanze.*

DE AMICIS, segretario, ne dà lettura.

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il presidente del Consiglio ed il ministro d'agricoltura, industria e commercio per sapere se sia vera la notizia che il Governo intenda lasciar che si applichi la nuova riforma doganale francese, senza prendere provvedimenti per scongiurare i gravissimi danni che ne derivano all'industria italiana dei mobili.

« Colonna di Cesarò ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per sapere se, attuandosi col 1° luglio prossimo una terza coppia di treni nelle ferrovie reali della Sardegna, il Governo abbia disposto per un conveniente mutamento o coordinamento di orari nella rete delle ferrovie secondarie, in modo che anche le regioni percorse da queste ultime possano usufruire dei vantaggi che arreca il terzo treno su accennato.

« Are ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro del tesoro per sapere se di fronte alle accresciute esigenze della vita, per cui si son dovute migliorare le condizioni economiche degli impiegati, non creda sia il caso di promuovere opportune modificazioni all'art. 10 della legge 19 luglio 1862, n. 722, le cui disposizioni rendono effimero ogni miglioramento rispetto agli uscieri delle pubbliche amministrazioni, provenienti da corpi armati.

« De Felice-Giuffrida ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro di grazia e giustizia, per conoscere se e quando s'intenda sistemare definitivamente la magistratura del tribunale di Legnago, che da tempo suole spesso rimanere priva del terzo giudice.

« Maraini ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'interno circa le ricompense assegnate ai benemeriti del soccorso prestato ai feriti profughi dal disastro calabro-siculo.

« Pietravalle ».

« I sottoscritti chiedono d'interpellare il ministro dei lavori pubblici, per conoscere quali siano gli intendimenti del Governo riguardo al progetto della direttissima Milano-Bergamo.

« Rota, Bonomi, Benaglio, Carugati, Suardi, Silvio Crespi ».

« Il sottoscritto chiede d'interpellare il ministro dei lavori pubblici, per sapere se, corrispondendo agli affidamenti dati, intenda accelerare i lavori per la trasformazione a trazione elettrica delle linee Milano-Lecco, Usmate-Ponte San Pietro-Bergamo, Lecco-Bergamo, lavori autorizzati da una legge, della quale gli interessati chiedono l'esecuzione, indipendentemente dalla proposta direttissima Milano-Bergamo, che risponde ad esigenze differenti.

« Baslini, Silvio Crespi, Rubini, Carmine ».

« Il sottoscritto chiede d'interpellare i ministri dell'interno e delle poste e telegrafi sulla necessità d'istituire, a spese dello Stato, per motivi di pubblica sicurezza, il telegrafo e il telefono in tutti i centri abitati, che, per condizioni speciali, restano isolati, massime nella stagione invernale.

« Larizza ».

« Il sottoscritto chiede d'interpellare il ministro degli esteri, perchè il Governo italiano continua a tollerare che la nave *Maria Madre* ed il suo equipaggio, fatti segno nel 1902 in Paysandu a soprusi

e violenze da parte di quelle autorità, restino ancora dopo otto anni, privi delle indennità reclamate e promesse, e per di più sotto sequestro.

« Fiamberti, Canepa ».

PRESIDENTE annuncia una proposta di modificazione al regolamento dell'on. De Marinis.

La seduta termina alle 19.15.

# DIARIO ESTERO

Se per qualsiasi Governo, forte e bene organizzato, l'opporsi alle sollevazioni popolari è sempre difficile, per il Governo turco riesce quasi impossibile, quantunque in fatto di ordine pubblico abbia progredito da poco tempo in quà come non si sarebbe creduto.

I giovani turchi, forse nell'intento di impressionare la pubblica opinione estera, e così anche i delegati delle potenze protettrici, hanno soffiato nel fuoco del patriottismo perchè l'integrità del territorio turco non venisse menomata; ma il patriottismo tra i mussulmani non si manifesta che sotto forma di fanatismo religioso ed è perciò pericolosissimo.

Negli avvenimenti odierni, i turchi hanno subito mutato le loro dimostrazioni contro i greci in minaccie di incendi e saccheggi, in boicottaggi e in vie di fatto che saranno difficili da reprimere.

I telegrammi di fonte ufficiosa turca, manco a dirlo, assicurano che il boicottaggio è cessato, ma le notizie che si hanno d'altre fonti, dirette ai giornali esteri, dimostrano invece il contrario e le preoccupazioni che si hanno per questo stato di cose.

In conferma delle nostre parole si ha da Atene, 10:

L'*Agenzia di Atene* riceve da Smirne dispacci che annunciano che colà sono avvenute ieri scene violente.

Essendo stato proclamato il boicottaggio delle merci e delle navi greche, gruppi di dimostranti hanno imposto la chiusura dei negozi greci.

Il console generale di Grecia ha protestato energicamente ma, non ostante le assicurazioni date dal funzionario che sostituisce il Valì, nessuna misura è stata presa al mercato ove, oltre i negozi greci ne sono stati fatti chiudere anche numerosi altri appartenenti ad altre nazionalità.

Il console generale si è recato allora al mercato per proteggere in caso di bisogno i sudditi greci.

Mentre il primo dragomanno del Consolato si recava accompagnato dal cavas al mercato al medesimo scopo è stato assalito da alcuni mussulmani cretesi che continuavano ad imporre la chiusura dei negozi greci.

Il dragomanno è riuscito a salvarsi solo grazie all'intervento della gendarmeria.

Il console di Grecia ha consegnato al Valì una protesta scritta e si è recato presso il decano del Corpo consolare per consigliarsi circa le misure da prendere.

In seguito a questi passi il Valì ha pubblicato un proclama alla popolazione contro il boicottaggio, ove proibisce d'imporre la chiusura dei negozi e minaccia severe punizioni ai colpevoli.

L'ordine sembra ristabilito, ma il fermento è grande tra i greci che costituiscono la maggioranza degli abitanti della città.

Si telegrafa poi da Costantinopoli, 10:

I facchini scaricatori e carrettieri di Costantinopoli hanno cominciato oggi il boicottaggio contro le merci greche.

Il partito Giovane turco ha deciso di pubblicare nelle Provincie una dichiarazione in cui si afferma che la Grecia non si annetterà Creta e che il Governo saprà fare il suo dovere.

I giornali francesi hanno da Salonicco:

Un Comitato di boicottaggio si è costituito anche qui contro le navi greche ed ha vietato agli scaricatori, sotto minaccia della vita, di scaricare le navi greche e di trasportarvi passeggieri. L'agitazione per la questione di Creta aumenta.

Il Governo turco cerca di arginare questa grecofobia ed un dispaccio da Costantinopoli, 10, in proposito, dice:

In seguito alle dimostrazioni avvenute ieri a Smirne, durante le quali furono fatti tentativi di far chiudere i negozi greci, sono state prese importanti misure per il mantenimento dell'ordine.

Pattuglie di truppe perlustrano la città. Sono stati operati parecchi arresti.

Le misure pronte ed energiche prese dal Governo hanno fatto cessare il boicottaggio contro le merci greche.

Non si segnala alcun incidente.

Frattanto, per la soluzione della questione cretese le potenze lavorano, e non pare lontana la conclusione.

In proposito si telegrafa da Londra, 10:

La notizia pubblicata da alcuni giornali esteri, secondo la quale, per motivi di tattica, sarebbe avvenuto un cambiamento nell'attitudine dell'Inghilterra nella questione di Creta, è priva di fondamento.

Al contrario le quattro potenze protettrici agiscono in completo accordo per mantenere lo *statu quo* nell'Isola, e come è stato annunciato, sono state presentate Note collettive dai consoli generali delle quattro potenze protettrici al Governo esecutivo cretese per assicurare un trattamento conveniente ai funzionari ed ai deputati mussulmani.

⁂ Si ha da buona fonte che i consoli delle potenze protettrici dell'isola di Creta hanno rimesso ieri alla Commissione esecutiva cretese un'ultima Nota comune, la quale dichiara che, se il Governo cretese non permetterà ai deputati mussulmani di prendere parte ai lavori dell'assemblea quando questa si riunirà, le potenze prenderanno provvedimenti efficaci come comporterà la situazione.

# NOTIZIE VARIE

## ITALIA.

Le LL. MM. il Re e la Regina iermattina, per tempo, si recarono in automobile al Palatino, ove furono ricevuti dal comm. Boni, direttore degli scavi al Foro Romano.

Le LL. MM. visitarono i nuovi scavi, interessandosi vivamente ai lavori che il comm. Boni si propone di compiere in quella importante zona archeologica.

La visita durò oltre due ore.

---

S. M. il Re ha ricevuto ieri una rappresentanza della Fratellanza militare « Umberto I », che gli presentò il bilancio consuntivo sociale del 1909.

Il Sovrano s'interessò del Sodalizio ed ebbe parole di plauso per il programma che si è prefisso e per il suo funzionamento.

S. M. la Regina, ieri, alle 10, si recò, in automobile, alla Scuola per le signorine infermiere al Policlinico.

S. M. fu ricevuta ed accompagnata nella visita dei vari padiglioni dalle dame patronesse del Pio Istituto.

Alle 11.30 l'Augusta Signora lasciò la scuola salutata da tutti i presenti.

---

S. M. il Re al telegramma di S. E. Tedesco ha risposto:

« S. E. ministro Tedesco, presidente del Consiglio provinciale di Avellino — Roma.

« La ringrazio cordialmente anche a nome della Regina dei sentimenti tanto gentili che ella ha voluto esprimerci per parte delle popolazioni Irpine, alle quali è volto il nostro affettuoso interessamento.

« Aff.mo VITTORIO EMANUELE ».

*** Da Calitri, dopo l'adunanza dei deputati e di tutte le rappresentanze locali, l'on. Sacchi mandò il seguente telegramma:

« S. E. ministro della Real Casa — Roma.

« Nelle popolazioni colpite dalla sventura è un sentimento vivissimo di riconoscenza per le Loro Maestà. Accorrendo immediatamente, i Sovrani hanno inspirato il coraggio e la fiducia negli aiuti, dando così il massimo dei conforti. Nel comunicare ciò alle Loro Maestà, prego aggiungere i sensi della mia profonda devozione.

« *Ettore Sacchi* ».

S. M. il Re ha risposto nel seguente modo:

« S. E. ministro Sacchi — Calitri.

« La ringrazio cordialmente anche a nome della Regina delle gentili sue parole e dei sentimenti espressi da parte delle sventurate popolazioni, alle quali è volto il nostro vivo interessamento.

« Aff.mo VITTORIO EMANUELE ».

---

S. M. il Re di Grecia iermattina è partito da Bari sulla corazzata *Psara* per Corfù.

---

**S. E. Facta.** — L'on. ministro delle finanze, partito iermattina alle 12.20 da Torino giunse a Pinerolo alle 13.30. Erano ad attenderlo alla stazione il sindaco, varii assessori comunali e altre autorità locali.

**Consiglio provinciale.** — Presente l'on. prefetto Annaratone, il Consiglio provinciale di Roma si è riunito ieri in seduta pubblica sotto la presidenza del comm. Ludovisi.

Rinviato lo svolgimento delle interrogazioni, si aprì la discussione su variate proposte all'ordine del giorno.

Riguardo ad una interrogazione per l'orario unico il comm. Cencelli rispose che l'orario unico è già adottato in parte con ottimi risultati. Non ha quindi alcuna difficoltà di accogliere l'invito a fare pratiche perchè tutti gli uffici della Provincia adottino l'orario continuato.

Il Consiglio si riunì quindi in seduta segreta.

**In Campidoglio.** — Il Consiglio comunale di Roma si è riunito iersera in seduta pubblica sotto la presidenza del sindaco, comm. Nathan.

Rinviato lo svolgimento d'una interrogazione dell'on. Monti-Guarnieri sul servizio tramviario ed approvate parecchie proposte d'ordine amministrativo, il Consiglio discusse la proposta riguardante i provvedimenti per il personale amministrativo, tecnico e salariato.

La discussione fu lunga, animata; ma stante l'ora tarda si dovette prorogare alla prossima seduta.

**Nella diplomazia.** — Il nuovo ministro d'Italia, comm. Cucchi-Boasso, ha presentato ieri, a Berna, al presidente della Confederazione svizzera le sue lettere credenziali.

Rispondendo al discorso del comm. Cucchi-Boasso, il presidente ha detto, fra altro, che la nazione elvetica, la quale ha sempre preso parte alle gioie ed ai dolori d'Italia, è oggi tutta rattristata per le luttuose conseguenze del nuovo recente terremoto.

**Croce Rossa italiana.** — Come fu già annunziato, domani alle ore 16, si terrà nella sala del Circolo militare, gentilmente concessa, l'annuale assemblea dei soci della IX circoscrizione, per il resoconto morale-economico e l'elezione delle consigliere e dei consiglieri scaduti.

In tale occasione sarà distribuita al personale che si adoperò per il soccorso dei danneggiati dal terremoto del 1908 la medaglia commemorativa istituita dalla Croce Rossa.

Il personale suddetto è quindi pregato di voler intervenire.

**Italiani all'estero.** — L'altra sera il municipio di Colonia offrì un banchetto ai commercianti e agli industriali torinesi, al quale preser parte le autorità municipali, civili e militari.

Il presidente superiore della provincia, Steinmeister, salutò gli ospiti a nome del Governo e brindò all'Imperatore Guglielmo e al Re Vittorio Emanuele.

Il borgomastro, Wallpaf, disse che la città di Colonia è stata fondata dai romani come Torino, aggiunse che tra le due città esistono relazioni commerciali da secoli e brindò ai cari amici torinesi.

Il presidente della Camera di commercio di Colonia disse che i tedeschi hanno imparato molte cose dagli italiani, specialmente nelle questioni finanziarie, a brindò agli ospiti torinesi e alle loro signore.

Il presidente della Camera di commercio di Torino, comm. Bocca, ringraziò per la cordialissima accoglienza; disse che i torinesi non dimenticheranno mai le impressioni riportate durante il loro soggiorno in Germania e terminò brindando al sempre maggiore sviluppo delle relazioni commerciali tra l'Italia e la Germania.

**Vaglia internazionali.** — Un comunicato del Ministero delle poste e telegrafi reca:

« È a conoscenza del Ministero che taluni uffici sogliono effettuare il pagamento dei vaglia internazionali in biglietti di Stato o di Banca, anzichè in moneta metallica, com'è prescritto.

« Si rammenta, pertanto, che detti vaglia debbono essere pagati in moneta d'oro o in scudi d'argento, se originari dal Belgio, dal Congo belga, dalla Francia e dalla Svizzera, ed esclusivamente in valuta d'oro se provenienti dagli altri paesi, che compartecipano al cambio dei vaglia internazionali.

« In via affatto eccezionale è tuttavia consentito che i pagamenti anzidetti, qualunque sia l'origine dei vaglia, siano eseguiti in moneta cartacea quando i destinatari preferiscano essere soddisfatti in tale moneta, piuttosto che attendere che l'ufficio si sia provveduto dell'occorrente sovvenzione in valuta metallica.

« In tali casi, però, i destinatari stessi dovranno rilasciare analoga dichiarazione ».

**Per i danneggiati dal terremoto.** — Il Consiglio d'amministrazione della Cassa di risparmio di Roma ha deliberato di porre a disposizione del ministro dell'interno la somma di 5000 lire per i danneggiati dal terremoto della provincia di Avellino.

**Marina mercantile.** — Da Buenos Aires è partito per l'Italia l'*Argentina*, della Veloce. — Il *Taormina*, della Società Italia, è giunto a New York. — Da Rio Janeiro ha proseguito per Genova l'*Umbria*, della N. G. I.

## ESTERO.

**Le reti tramviarie francesi.** — Il *Journal officiel* pubblica i dati relativi alle tramvie nel 1909. La rete tramviaria francese venne esercitata da 185 Compagnie; essa ha una lunghezza di 7.552 km. in aumento di 392 km. rispetto all'esercizio precedente. L'intera rete rappresenta un capitale d'impianti di 958,524,000 lire; il costo medio kilometrico è dunque di 126,000 lire. Il prodotto netto fu di 32,001,000 lire, in diminuzione di 1,176 rispetto al 1906: il prodotto kilometrico ammontò a 4,097 lire. Tali risultati dipendono dall'aumento delle spese che passarono da 97,735,000 lire a 102,787,000 lire, con un aumento di 5,052,000 lire. La spesa kilometrica diminuì di 72 lire rispetto a quella del 1906 (13,159 lire invece di 13,231).

**I vini europei in Inghilterra.** — È notevole la diminuzione del consumo inglese dei vini provenienti da quei paesi di Europa che fino a pochi anni fa si disputavano da soli i mercati del Regno Unito, cioè la Francia, la Spagna ed il Portogallo. La Francia, ad esempio, durante i nove ultimi anni diminuì la sua esportazione vinicola in Inghilterra del 34.99 per cento; la Spagna del 37.9; il Portogallo 27.55. Anche i vini di Germania e d'Italia subirono diminuzioni.

Riassumendo, dalle cifre suddette risulta che il consumo generale del vino nel Regno Unito tende a diminuire.

Una causa dell'attuale ridotto consumo è fornita dalla produzione coloniale, specialmente dall'Australia, la quale seppe conquistare il mercato inglese col provvedere scientificamente ed a mezzo di esperti enologi e viticultori francesi alla produzione d'un tipo costante, che riuscì a farsi apprezzare, mantenendo annualmente gli stessi caratteri, ciò che rese più facile agli esportatori sia di organizzare il loro commercio su vasta scala, per quanto riguarda la cultura, la maturazione e il trasporto, sia di fare la più ampia e pratica pubblicità d'un prodotto che si poteva lealmente render noto come genuino, la domanda ricevendo impulso dallo spirito patriottico ed imperialista del gran pubblico inglese.

Tali notizie potranno riuscire utili ai nostri viticultori ed esportatori, i quali si trovano imbarazzati per avere essi contemporaneamente la rappresentanza di parecchi produttori della stessa regione d'Italia, il che certo, di fronte al diminuito consumo generale, non può servire a dare incremento ad un commercio che solo ha da sperare nella produzione di pochi tipi costanti e nella più ampia ed abile pubblicità.

**La cooperazione in Inghilterra.** — Il continuo progresso delle Società cooperative inglesi è messo in evidenza da un rapporto dell'ufficio centrale della Federazione delle cooperative britanniche.

L'anno scorso le Società aderenti alla Federazione erano 1561 ed il numero dei loro soci era di 2,535,293 con un aumento di 69,009 in confronto dell'anno precedente.

Il valore del capitale azionario è salito a sterline 34,135,964, con un aumento di sterline 890,891 sulle cifre corrispondenti dell'esercizio 1908.

Le cooperative hanno concluso affari per 106,812,264 sterline.

L'aumento in confronto dell'anno precedente fu di sterline 1,361,610.

I profitti distribuiti ai soci sono ammontati a sterline 12,011,123 con un aumento di sterline 232,476.

È degno di nota il fatto che 89 cooperative sono di carattere agricolo e possiedono proprietà per una estensione di 3365 acri ed un capitale di 250,000 sterline.

# TELEGRAMMI

**(Agenzia Stefani)**

PARIGI, 10. — I giornali commentano le dichiarazioni fatte, ieri, dal Governo alla Camera dei deputati.

Gli organi ministeriali elogiano il programma esposto dal presidente del Consiglio, Briand, affermando che esso non soltanto è un'opera di buon senso, ma anche un atto da uomo di Stato.

I giornali di opposizione rilevano che il programma ministeriale non è stato accolto favorevolmente a sinistra, e sembra essere stato redatto allo scopo di soddisfare egualmente le opinioni contrarie.

COSTANTINOPOLI, 10. — Il redattore capo del giornale *Sadat Millet*, signor Hamed Samin, è stato ucciso a Stambul a colpi di rivoltella mentre ritornava a casa sua accompagnato da un redattore del *Tanin*. Anche un passante è rimasto leggermente ferito.

L'assassino ha preso la fuga.

Il *Sadat Millet* è il giornale di opposizione che da qualche tempo pubblicava vivaci articoli contro il Governo, emananti dal partito giovane turco.

BERLINO, 10. — Contrariamente alle notizie pubblicate da alcuni giornali che dopo la scadenza del quinquennio si avrà una sosta nello sviluppo dell'esercito tedesco e che il cancelliere dell'Impero ha fatto delle economie da introdursi nelle spese militari condizione per l'accettazione delle sue funzioni la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* dichiara che siffatte informazioni si basano sopra una pura invenzione.

Per quanto concerne le nuove richieste di crediti per l'esercito non vi è nulla da dissimulare; esse sarebbero state stabilite pel prossimo quinquennio in completo accordo fra il Cancelliere dell'Impero e le autorità militari e in conformità delle dichiarazioni già fatte precedentemente e non lascierebbero nulla a desiderare per quanto, secondo il parere delle autorità competenti, è necessario nello interesse della preparazione e dell'esercito.

COSTANTINOPOLI, 10. — L'assassinio di Samin viene considerato generalmente come provocato da movente politico.

I parenti dell'ucciso avevano insistito per fare domani i funerali, ma la polizia, temendo dimostrazioni, è penetrata nell'abitazione di Samin, forzando la porta che era stata sbarrata, ha portato via il cadavere e lo ha fatto seppellire senza cerimonie religiose, ciò che ha impressionato penosamente i maomettani.

BELGRADO, 10. — Nel pomeriggio il Re col Principe ereditario di Turchia e col principe Alessandro ha passato in rivista sul campo di Banjzza le truppe della divisione di Belgrado.

Tutti i ministri, il corpo diplomatico, gli addetti militari esteri e grande folla hanno assistito alla rivista. Il Re ed il principe Jussuf Izzelin sono stati vivamente acclamati.

GELSENKIRCHEN, 10. — Nel pomeriggio è stata avvertita una fortissima scossa sotterranea, probabilmente dovuta ad un'esplosione in una miniera di carbon fossile, ove lavorano 400 operai, di cui si ignora la sorte.

PARIGI, 10. — *Senato.* — Viene presentato un progetto di legge di iniziativa parlamentare, che tende ad autorizzare la ricerca della paternità.

Il ministro Barthou dichiara, a nome del Governo, che non si oppone a che il progetto venga preso in considerazione.

PARIGI, 10. — *Camera dei deputati.* — Si convalidano varie elezioni.

Si dà poscia lettura di due interpellanze sulla politica generale del Gabinetto, presentate dai deputati Berteaux e Martetton.

ODESSA, 10. — Dall'autopsia fatta all'individuo morto l'8 giugno in questo ospedale si è constatato trattarsi di un caso di peste.

LONDRA, 10. — Teodoro Roosevelt è partito oggi da Southampton diretto a New York.

BELGRADO, 10. — Stasera ha avuto luogo a Corte un pranzo di gala in onore del principe ereditario di Turchia Yussuf Izzedin.

Dopo il pranzo vi è stato un concerto.

Alle ore 11 di stanotte il principe Yussuf Izzedin è partito per Sofia. Il principe è stato accompagnato alla stazione dal Re Pietro e dal principe Alessandro che si sono congedati cordialmente da lui. La folla lungo il percorso ha acclamato calorosamente il principe.

BUDAPEST, 11. — Le elezioni legislative sono terminate in tutte le 413 circoscrizioni.

I risultati sono i seguenti:

Candidati eletti del partito nazionale del lavoro 248, del partito di Kossuth 47, del partito di Justh 37, del partito popolare 13, rumeni 5, sloveni 3, partigiani del Compromesso del 1867 non ascritti ad altri partiti 17, partigiani del Compromesso del 1848 non ascritti ad altri partiti 16, democratici 2, del partito agrario 3, socialisti cristiani 1.

Vi sono 21 ballottaggi.

Il partito di Kossuth perde 49 seggi, quello di Justh 99, il partito popolare 18, i nazionalisti 16 ed i democratici 1. I socialisti cristiani guadagnano un seggio ed i socialisti perdono l'unico seggio che prima avevano.

MADRID, 11. — La *Gaceta* pubblica un decreto Reale che riforma l'articolo 11 della Costituzione nei termini seguenti:

Sono autorizzate le insegne, le bandiere, gli emblemi, gli annunzi, i manifesti ed altri segni esteriori che servano per edifici, cerimonie, riti, usi e costumi diversi da quelli della religione cattolica.

## OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

### del R. Osservatorio del Collegio romano

*10 giugno 1910.*

| | |
|---|---|
| **Il barometro è ridotto allo zero** | 0° a mare. |
| **L'altezza della stazione è di metri** | 50.60. |
| **Barometro a mezzodì** | 754.19. |
| **Umidità relativa a mezzodì** | 31. |
| **Vento a mezzodì** | S. |
| **Stato del cielo a mezzodì** | 1/2 nuvolo. |
| **Termometro centigrado** | massimo 27.6. |
| | minimo 16.8. |
| **Pioggia** | mm. 0.1. |

10 giugno 1910.

**In Europa:** pressione massima di 770 sulla Russia settentrionale, minima di 756 sulla Francia.

**In Italia nelle 24 ore:** barometro ancora disceso, fino a 3 mm., sulla Lombardia, Umbria e Sardegna; temperatura irregolarmente variata; pioggie e temporali in val Padana, Abruzzo e Campania.

Barometro: livellato intorno a 759.

**Probabilità:** venti deboli o moderati prevalentemente tra sud e ponente; cielo nuvoloso in val Padana con alcune pioggie, vario altrove; temporali sparsi.

## BOLLETTINO METEORICO

**dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica**

**Roma**, 10 giugno 1910.

| STAZIONI | STATO del cielo ore 7 | STATO del mare ore 7 | TEMPERATURA precedente Massima nelle 24 ore | TEMPERATURA precedente Minima nelle 24 ore |
|---|---|---|---|---|
| Porto Maurizio | sereno | legg. mosso | 21 6 | 19 2 |
| Genova | 1/4 coperto | calmo | 20 8 | 17 9 |
| Spezia | 1/4 coperto | calmo | 26 4 | 16 8 |
| Cuneo | coperto | — | 24 2 | 14 7 |
| Torino | piovoso | — | 24 3 | 16 0 |
| Alessandria | coperto | — | 28 0 | 16 2 |
| Novara | coperto | — | 30 0 | 17 0 |
| Domodossola | coperto | — | 27 8 | 15 8 |
| Pavia | 3/4 coperto | — | 29 1 | 17 3 |
| Milano | coperto | — | 31 8 | 17 0 |
| Como | 3/4 coperto | — | 30 6 | 16 1 |
| Sondrio | coperto | — | 28 7 | 15 4 |
| Bergamo | coperto | — | 27 9 | 14 0 |
| Brescia | 3/4 coperto | — | 27 3 | 19 8 |
| Cremona | coperto | — | 31 3 | 17 7 |
| Mantova | 1/2 coperto | — | 29 0 | 16 8 |
| Verona | coperto* | | 28 7 | 17 8 |
| Belluno | piovoso | — | 23 9 | 15 9 |
| Udine | 1/4 coperto | — | 28 0 | 17 9 |
| Treviso | piovoso | — | 30 1 | 19 1 |
| Venezia | piovoso | mosso | 27 9 | 19 7 |
| Padova | piovoso | — | 29 0 | 18 2 |
| Rovigo | — | — | — | — |
| Piacenza | 1/4 coperto | — | 27 8 | 17 4 |
| Parma | coperto | — | 29 0 | 18 4 |
| Reggio Emilia | coperto | — | 29 0 | 18 0 |
| Modena | coperto | — | 28 0 | 19 0 |
| Ferrara | 1/2 coperto | — | 28 4 | 18 4 |
| Bologna | 3/4 coperto | — | 27 9 | 19 6 |
| Ravenna | sereno | — | 26 0 | 17 6 |
| Forlì | 1/4 coperto | — | 27 6 | 17 2 |
| Pesaro | 3/4 coperto | calmo | 26 7 | 18 4 |
| Ancona | 1/2 coperto | calmo | 29 0 | 19 8 |
| Urbino | sereno | — | 25 5 | 18 2 |
| Macerata | 1/4 coperto | — | 27 3 | 19 8 |
| Ascoli Piceno | — | — | — | — |
| Perugia | 1/4 coperto | — | 25 0 | 14 6 |
| Camerino | 3/4 coperto | — | 26 3 | 17 0 |
| Lucca | 1/4 coperto | — | 25 6 | 15 8 |
| Pisa | 1/4 coperto | — | 25 9 | 15 1 |
| Livorno | 1/4 coperto | calmo | 25 5 | 16 8 |
| Firenze | sereno | — | 28 0 | 16 0 |
| Arezzo | 1/4 coperto | — | 23 2 | 15 2 |
| Siena | 1/4 coperto | — | 25 9 | 14 0 |
| Grosseto | 1/4 coperto | — | 27 6 | 14 5 |
| Roma | 1/4 coperto | — | 28 2 | 16 8 |
| Teramo | sereno | — | 26 1 | 13 3 |
| Chieti | sereno | — | 25 0 | 18 6 |
| Aquila | sereno | — | 25 9 | 14 7 |
| Agnone | 1/2 coperto | — | 23 9 | 14 1 |
| Foggia | sereno | — | 29 0 | 15 0 |
| Bari | sereno | calmo | 24 3 | 16 7 |
| Lecce | sereno | — | 26 8 | 18 0 |
| Caserta | 1/2 coperto | — | 27 9 | 15 9 |
| Napoli | sereno | calmo | 23 5 | 18 0 |
| Benevento | coperto | — | 27 0 | 18 1 |
| Avellino | 1/2 coperto | — | 24 3 | 11 2 |
| Caggiano | sereno | — | 20 2 | 12 8 |
| Potenza | 1/4 coperto | — | 23 2 | 13 2 |
| Cosenza | — | — | — | — |
| Tiriolo | sereno | — | 24 3 | 13 0 |
| Reggio Calabria | — | | — | — |
| Trapani | 1/2 coperto | calmo | 23 7 | 22 7 |
| Palermo | 3/4 coperto | calmo | 25 8 | 14 6 |
| Porto Empedocle | 1/4 coperto | calmo | 23 4 | 15 5 |
| Caltanissetta | — | — | — | — |
| Messina | 1/2 coperto | calmo | 25 3 | 17 5 |
| Catania | 3/4 coperto | calmo | 26 8 | 18 3 |
| Siracusa | coperto | calmo | 26 6 | 17 8 |
| Cagliari | 1/4 coperto | mosso | 25 8 | 12 0 |
| Sassari | piovoso | — | 29 0 | 16 4 |

*Direttore:* G. B. BALLESIO. Tipografia delle Mantellate. TUMINO RAFFAELE, *gerente responsabile*